

# Race et sciences sociales

## Essai sur les usages publics d'une catégorie

Stéphane Beaud et Gérard Noiriel  
Agone, coll. Épreuves Sociales

### Introduction

La question raciale a resurgi brutalement au cœur de l'actualité, le 25 mai 2020, lorsque les images du meurtre de George Floyd, filmé par une passante avec un smartphone, ont été diffusées en boucle sur les réseaux sociaux et les chaînes d'information en continu. L'assassinat de ce jeune afro-américain<sup>1</sup> par un policier blanc de Minneapolis a déclenché une immense vague d'émotion et de protestations dans le monde entier. Une multitude d'acteurs – militants antiracistes, journalistes, politiciens, intellectuels, experts, artistes, écrivains, etc. - sont intervenus aux États-Unis et ailleurs pour donner leur opinion sur ce crime et sur sa signification politique. En France, depuis une quinzaine d'années, la dénonciation publique de plus en plus fréquente des crimes racistes et de faits nourrissant des suspicions de discrimination raciale prend régulièrement dans les médias la forme d'« affaires raciales » qui déclenchent inmanquablement le même type de polémiques qui s'autoalimentent presque sans fin.

La logique du système médiatique actuel explique le rôle majeur que joue la presse écrite dans l'orchestration des polémiques identitaires relayées ensuite par les grands médias audiovisuels. L'affaire George Floyd a fourni une nouvelle confirmation de ce processus. Après la pétition intitulée « Manifeste pour une République française antiraciste et décolonialisée », signée par cinquante-sept intellectuels et diffusée sur le site *Médiapart* le 3 juillet 2020, l'hebdomadaire *Marianne* a riposté le 26 juillet 2020 en publiant un « Appel contre la racialisation de la question sociale », signé par plus de quatre-vingts personnalités et une vingtaine d'organisations.

La comparaison des deux pétitions montre clairement comment fonctionne ce que Pierre Bourdieu appelait le jeu des « cécités croisées ». La critique justifiée des violences racistes de certains policiers et du « racisme d'État » dans les colonies françaises jusqu'à la fin de la guerre d'Algérie conduit les pétitionnaires de *Médiapart* à défendre un projet politique focalisé sur les questions raciales et décoloniales occultant complètement les facteurs sociaux. Inversement, les auteurs de l'appel paru dans *Marianne* rappellent à juste titre le rôle central que joue la classe sociale dans les inégalités qui touchent la France d'aujourd'hui, mais leur propre combat identitaire, résumé par le slogan : « Notre République laïque et sociale, une chance pour tous ! » les pousse à affirmer que « notre pays n'a jamais connu la ségrégation », affirmation qu'aucun historien, aucun sociologue sérieux ne pourraient cautionner. Ces affrontements identitaires où chaque camp mobilise sa petite troupe d'intellectuels, placent les chercheurs qui défendent l'autonomie de leur travail dans une position impossible.

---

1 Suivant en cela l'exemple de l'historien Emmanuel Debono, nous avons décidé, sauf dans les citations, d'écrire en lettres minuscules tous les noms désignant des appartenances de groupes pour éviter de présupposer l'existence d'une communauté constituée, ce que véhicule l'usage de la majuscule. Cette précision suffit aussi à montrer d'emblée le rôle que joue le langage dans les constructions identitaires. Lire Emmanuel Debono, *Le racisme dans le prétoire. Antisémisme, racisme et xénophobie devant la justice*, Paris, PUF, 2019.

Dans un contexte de grande tension autour de ces questions, il nous a semblé urgent de défendre l'autonomie de la recherche en science sociale pour aider les lecteurs à clarifier les enjeux qui sont au cœur des polémiques publiques, en nous limitant au seul cas franco-français.

Toute la première partie du livre montre comment la race s'est progressivement constituée en domaine du savoir depuis la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, mais surtout comment elle devient un objet d'étude dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle en lien étroit avec l'émergence des sciences sociales à cette époque. Il fallait remonter aussi loin pour contester l'idée qu'en France, la « question raciale » aurait été longtemps occultée. Les enjeux actuels ont une histoire et les affrontements d'aujourd'hui autour de la race se sont souvent déjà joués dans le passé. A côté du rejet précoce par les institutions républicaines de l'anthropologie physique souvent associé à la science allemande, les questions raciales sont régulièrement réactivées au gré des enjeux coloniaux, migratoires ou plus directement politiques. Le livre montre comment la science sociale d'Émile Durkheim, de Max Weber et aussi de W.E.B. Du Bois se distingue fortement sur ces questions de la science politique d'André Siegfried ou des études démographiques d'Alfred Sauvy.

Remonter aux origines de la « question raciale » permet aussi de prendre la mesure du tournant des années 1970. La deuxième partie du livre analyse l'émergence d'un nouvel antiracisme à cette époque avec l'apparition des notions de racisme systémique et de racisme ordinaire, tout en montrant comment se prépare le grand retournement des années 1980. A l'hégémonie de longue durée de l'idéologie de gauche dénonçant surtout les inégalités sociales succède alors celle de la droite focalisée depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle sur l'identité nationale. Le déclin des luttes sociales et l'impuissance de la gauche de gouvernement face à la montée du chômage ont favorisé le retour en force des logiques identitaires, impulsées par la classe dominante, mais alimentées aussi par les dominés qui se sont placés sur ce terrain pour développer de nouvelles formes de résistance. C'est dans ce contexte qu'après une longue éclipse sur le terrain des sciences sociales, l'objet « race » réapparaît pour y prendre une place croissante jusqu'à nos jours. Dans cette deuxième partie du livre, nous revenons sur le débat que ce retour a provoqué depuis les années 1970, dont nous sommes tous les deux parties prenantes.

L'une des questions essentielles qui ont été posées dès ce moment-là, notamment par Pierre Bourdieu et ses proches, concerne la relation entre le travail des chercheurs et les logiques ou l'agenda médiatiques et politiques. Plutôt que d'en proposer un survol actuel, ce qui supposerait de disposer des enquêtes qui restent largement à faire, nous avons choisi de présenter dans la troisième partie du livre l'étude approfondie de « l'affaire des quotas » qui a secoué le football français en 2011, un « scandale racial », créé et alimenté par la presse sans tenir aucun compte du contexte historique ni du cadre institutionnel concerné. Cette étude particulière est un moyen de montrer comment se jouent concrètement, en acte, les enjeux de savoir que nous avons voulu soulever tout au long de l'ouvrage.

Pour bien faire comprendre la démarche qui est la nôtre dans ce livre, il est sans doute utile de dire un mot sur les contextes de nos socialisations intellectuelles et politiques respectives, et leurs effets sur nos travaux de recherche ultérieurs sur des objets proches de ce que l'on désigne aujourd'hui comme la « question raciale ».

Dans des contextes différents du fait de notre (faible) écart d'âge, mais de notre (grande) différence de génération, nous avons été très tôt confrontés à l'enjeu du

racisme et de l'antiracisme. Gérard Noiriel a eu dix-huit ans en mai-juin 1968, un évènement déclencheur qui le fait ensuite participer activement comme étudiant d'histoire à l'université de Nancy II aux combats politiques de sa génération avec, pour sa part, un engagement au début des années 1970 à l'Union des étudiants communistes (UEC) et au PCF. A cette période, comme on le rappelle au chapitre 3, la question coloniale et postcoloniale était déjà centrale pour tous les intellectuels antiracistes. C'est la raison pour laquelle il a souhaité faire son service militaire en tant que VSN (volontaire du service national) dans une ancienne colonie française (la république populaire du Congo). Alors qu'il cherchait à entretenir la flamme révolutionnaire dans la jeunesse locale, il découvre la réalité concrète du néocolonialisme et combien les outils forgés par le marxisme occidental étaient inadéquats pour comprendre les réalités de la lutte des classes en Afrique. Il garde de cette expérience traumatisante une sensibilité particulière pour les formes extrêmes d'exploitation que subissent les prolétaires des pays ayant été colonisés. A son retour du Congo, nommé professeur dans un collège de banlieue de Longwy, il participe à la grande révolte des sidérurgistes contre les fermetures d'usine, en 1978 – 1979. Il tisse alors des liens d'amitié avec Benaceur Azzaoui, un ouvrier sidérurgiste originaire du Maroc, délégué CGT à Usinor, qui lui fait découvrir les formes spécifiques de discrimination que subissaient les travailleurs immigrés dans le milieu syndical. Au sortir de cette grande lutte ouvrière de Longwy, ils écrivent ensemble un livre militant, publié chez Maspéro<sup>2</sup>. Ils en débattent à la radio Lorraine cœur d'acier, lancée au début du mouvement par la CGT, où tous deux animaient une émission. Or les dirigeants communistes locaux voient dans leurs critiques du fonctionnement du parti des concessions inadmissibles à l'ennemi de classe et les accusent de « faire le jeu » du grand patronat. Ce qui signifie pour Gérard Noiriel une rupture avec le PCF qui remet brutalement en cause les raisons qu'il s'était jusqu'alors données pour se justifier d'exister en tant qu'intellectuel. Au-delà du parti communiste lui-même, cet évènement ne fait qu'amplifier ses doutes à l'égard du marxisme, nés lors de son expérience congolaise. Sans rejeter tout ce que cette philosophie a apporté à la compréhension du monde capitaliste, il ne peut désormais plus croire qu'une théorie, aussi puissante soit-elle, ait la capacité de concilier les exigences de la science et celle de la politique. Dans l'immédiat, l'expérience vécue à Longwy débouche sur une thèse consacrée à l'histoire ouvrière de la sidérurgie locale où les questions d'immigration et d'intégration occupent une place centrale.

Stéphane Beaud, lui, n'a que dix ans en 1968 et, de ce fait, appartient à ce qu'on peut appeler la génération post-68, qui s'est inscrite dans les pas de la précédente en bénéficiant des luttes (ouvrière, féministe, écologique, culturelle, etc.) inspirées par Mai 68. En 1983, au sortir de ses études supérieures, la question de l'immigration s'impose à lui comme un sujet majeur de préoccupation et de mobilisation civique. La flambée des crimes racistes en 1982 – 1983, qui vise essentiellement de jeunes arabes et débouche sur la Marche contre le racisme et pour l'égalité des droits d'octobre – décembre 1983, l'émergence au même moment du Front national (notamment lors des élections municipales de Dreux en mars 1983), ont été des moments marquants de l'expérience politique de toute cette génération post-68 (rappelons que c'est celle des fondateurs de SOS Racisme). Ce brutal surgissement, dans le champ politique et médiatique, d'une parole ouvertement raciste et d'un mouvement politique d'extrême droite – le FN – aux forts relents vichystes et OAS fut vécu à cette époque comme un véritable traumatisme pour les jeunes gens de la même condition sociale qui partageaient les mêmes expériences politiques. Dans le lycée du centre-ville de Dijon où il était professeur stagiaire de sciences économiques et sociales en 1983 – 1984, Stéphane Beaud découvre le racisme anti-arabe de certaines élèves de la bonne société dijonnaise ou des banlieues

---

2 Gérard Noiriel (avec la collaboration de Benaceur Azzaoui), *Vivre et lutter à Longwy*, Paris, Maspéro, 1980.

ouvrières pavillonnaires. Les certitudes du jeune enseignant persuadé de convaincre ses élèves de la vérité objective d'une immigration bénéfique à l'économie française<sup>3</sup> sont alors bien ébranlés face à des jeunes subissant journallement le matraquage des médias sur ce thème du « problème de l'immigration ». La place du sujet à l'époque est pour beaucoup dans la formulation d'un premier projet de recherche spécifiquement consacrée à l'immigration. De proche en proche, et notamment à partir de l'enquête de terrain commencée six ans plus tard avec Michel Pialoux à Sochaud-Montbéliard, ce projet s'est orienté plus spécialement vers le monde ouvrier. C'est ce terrain qui lui a donné l'occasion d'éclairer les destins sociaux des enfants des milieux populaires (de parents français ou immigrés). L'enquête mettait en relief l'affaiblissement d'un groupe social – celui des ouvriers – et la montée des tensions racistes qui en résultait, moins d'ailleurs au sein de la grande usine de Sochaux que dans les espaces hors travail (école, lieux de résidence, espace public, etc.).

Tout en devenant progressivement lucide sur la très faible influence des travaux de chercheurs en sciences sociales dans ce domaine, nous avons l'un comme l'autre toujours conçu nos travaux respectifs sur l'immigration et les classes populaires comme visant à produire un discours scientifique susceptible d'armer les « forces progressistes », comme l'on disait naguère, contre la montée du Front national et la diffusion de l'idéologie raciste depuis le début des années 1980. Comme beaucoup d'autres, en marge des discours dominants sur le « problème de l'immigration », nous avons tous les deux multiplié pendant plusieurs décennies les interventions dans des établissements scolaires et auprès d'associations qui menaient un combat de tous les jours auquel nos travaux paraissaient contribuer. Toutes ces expériences, heureuses et malheureuses, sont inséparables de nos manières de faire de l'histoire et de la sociologie.

L'un comme l'autre avons consacré notre vie de chercheur (historien, sociologue) à des questions qui traitent, au fond, du destin des classes populaires en France, ouvriers et immigrés mêlés. De nos premières expériences relatées plus haut, nous avons tous les deux tiré la conclusion essentielle qu'aucune cause et aucune théorie ne nous donnerait les clés pour comprendre les réalités complexes que nous prenions pour objet. Au croisement des perspectives de classe et de « race », ce sont les situations sociales qui surgissent de ces histoires : des situations de décalage, de rejet, de lutte pour se faire reconnaître. Plutôt que de chercher à rendre compte d'identités toutes faites, il s'agit, au contraire, de déconstruire les identités collectives pour revenir aux individus et montrer comment elles se construisent et se concrétisent dans la vie quotidienne des gens. Le point de vue socio-historique à partir duquel est élaboré ce livre, comme tous ceux que nous avons écrits, part du principe qu'un grand nombre de critères identitaires définissent les personnes que nous sommes. Tous les individus sont faits d'histoires différentes et porteurs de divers types d'attributs sociaux : appartenance de classe, sexe, situation de génération, couleur de peau, etc. Dans les interactions de la vie quotidienne, ces diverses appartenances fonctionnent plus ou moins comme des marqueurs. Ce constat débouche sur deux types de questions sociologiques, à nos yeux fondamentales.

La première est de savoir quels sont les attributs sociaux qui sont opérants pour rendre compte, de manière détaillée et explicative, de telle ou telle scène sociale, de tel ou tel processus social. Tout le problème pour un chercheur est de comprendre comment s'articulent les différents facteurs qui contribuent à pérenniser ou à renforcer les discriminations qui existent dans nos sociétés. Nos propres recherches, tant

---

3 C'était l'objet du rapport de 1983 du ministre communiste Anicet Le Pors utilisé en classe.

historiques qu'ethnographiques, ont montré que les critères socio-économiques (mesurées par la profession, le niveau scolaire, etc.) jouent un rôle déterminant dans l'existence sociale des individus, mais ce ne sont jamais les seuls. Nous ne contestons donc nullement le fait que la variable raciale puisse contribuer à expliquer tel ou tel phénomène social. On sait, par exemple, que la plupart des enquêtes de testing sur CV anonymisés des demandeurs d'emploi établissent avec précision un phénomène de discrimination raciale à l'embauche, tout comme les travaux sur le contrôle au faciès dans le métro et le RER parisiens. Mais cela ne doit pas pour autant conduire à occulter toutes les autres variables explicatives.

Loin d'opposer systématiquement l'identitaire au social, nos travaux ont montré que tous les critères qui entrent dans la définition des individus peuvent faire l'objet des entreprises d'identification publique. Ce qui est toutefois incontestable, c'est que l'histoire politique propre à la France a abouti à pérenniser le clivage entre une gauche privilégiant le critère social et une droite privilégiant le critère national, religieux ou ethno-racial. C'est pour nommer cette divergence de fond qu'à partir des années 1970, on a commencé à opposer la droite identitaire et la gauche sociale. Lorsque cette dernière reprend à son compte, comme elle le fait depuis plus d'une décennie, les critères de politisation traditionnels de la droite, il est donc légitime de parler de « gauche identitaire<sup>4</sup> ».

La deuxième question sociologique fondamentale, qui découle de la première, est de comprendre le processus d'assignation identitaire qui réduit les individus à une seule dimension de leur identité. Il s'explique par le fait qu'un petit nombre de personnes disposent du pouvoir de parler à la place des autres en sélectionnant tel ou tel élément de leur identité pour défendre une cause publique. L'un des objets de la science sociale consiste donc à analyser le rôle que jouent ceux que nous appelons « les professionnels de la parole publique » (journalistes, politiciens, experts, intellectuels, etc.) car ils exercent un pouvoir décisif dans la politisation des questions sociales et dans la fabrication des identités collectives, institutionnalisées par le droit et par les nomenclatures administratives. L'analyse critique de la construction des identités collectives a été menée, dès les années 1970, à propos des dirigeants politiques qui parlaient au nom de la classe ouvrière. Il doit être poursuivi aujourd'hui à l'égard de ceux qui parlent au nom de la nation ou de la race, car c'est un moyen d'offrir des ressources permettant aux individus de s'émanciper des assignations identitaires dans lesquelles celles et ceux qui parlent au nom des autres veulent les enfermer.

Il ne s'agit nullement pour nous de nier l'importance du rôle que jouent les militants, les experts et les intellectuels dans la lutte contre le racisme. L'objet de l'analyse critique des formes de mobilisation politique n'est pas d'aboutir, en effet, à mettre en cause les « raisons d'agir » que se donnent les citoyens. Nous ne cherchons évidemment pas à montrer, dans ce livre, que ceux qui préfèrent combattre au nom de leur « race » plutôt que de leur « classe » se trompent sur leur propre identité. Nous insistons sur le fait que nous ne nous prononçons pas sur la légitimité de ce type de combat politique car c'est aux militants, et pas aux chercheurs, d'en décider. Mais nous affirmons en revanche qu'il s'agit là de question d'ordre civique, qu'il ne faut pas confondre avec les problèmes scientifiques.

Bien que nous nous considérons nous-mêmes, depuis très longtemps, comme des chercheurs « engagés » et que nous ayons multiplié les travaux sur les discriminations, le

---

4 Comme l'a fait Gérard Noiriel dans son billet de blog « Réflexions sur la « gauche identitaire » » du 29 octobre 2018 : <http://noiriel.wordpress.com/2018/10/29/reflexions-sur-la-gauche-identitaire/>

racisme, les humiliations diverses que subissent aujourd'hui un grand nombre de personnes issues de l'immigration, nous rejoignons Pierre Bourdieu quand il affirmait que les universitaires qui interviennent sur les questions d'actualité outrepassent leur rôle lorsqu'ils « s'autorisent de la compétence (au sens quasi juridique du terme) qui leur est socialement reconnue pour parler avec autorité bien au-delà des limites de leur compétence technique, en particulier dans le domaine politique<sup>5</sup>. Le même Pierre Bourdieu a longtemps ferraillé contre ce qu'il appelait « l'illusion » de l'« intellectuel sans attaches ni racines » ou du « classeur inclassable », en rappelant que cette illusion était « en quelque sorte l'idéologie professionnelle des intellectuels », et il ajoutait : « Il me semble que c'est à condition qu'il connaisse et domine ce qui le détermine que l'intellectuel peut remplir la fonction libératrice qu'il s'attribue, souvent de manière purement usurpée<sup>6</sup>. Ce point nous semble particulièrement crucial quand on s'intéresse à la question raciale parce que celle-ci recoupe, pour l'essentiel, toute l'histoire des intellectuels depuis l'époque des Lumières, comme on le verra dans les premiers chapitres du livre. C'est à ce titre que la recherche en science sociale est sans doute indispensable pour comprendre pourquoi les polémiques sur le racisme resurgissent constamment sans jamais aboutir à résoudre les problèmes qu'elles posent.

Contre toute tendance à attribuer à une seule variable un rôle exclusif et exorbitant dans l'analyse de tel ou tel phénomène social, la force de l'analyse sociologique tient à ce qu'elle permet, à chaque fois, de contextualiser finement les données en se donnant ainsi les moyens de faire jouer conjointement l'action de diverses variables explicatives<sup>7</sup>. Cette façon de pratiquer la science sociale (au singulier), née avec Émile Durkheim et Max Weber et amplement développée par Pierre Bourdieu et ses collaborateurs, est aussi celle qui a poussé le plus loin le principe d'une science de la société se tenant à distance des enjeux politiques et des polémiques médiatiques. La démarche historique qui est ici menée permet de replacer cette tradition dans le contexte de son émergence et de son développement, en montrant au passage comment Durkheim, Weber, Bourdieu et ceux qu'ils ont inspirés ont abordé la question raciale. Remettre leur approche au cœur de la discussion est l'un des principaux objectifs de ce livre car c'est en se tenant à distance des polémiques identitaires (au premier rang desquelles se trouve aujourd'hui la question raciale) que l'on pourra réfléchir collectivement d'une manière sereine à des questions qui préoccupent légitimement un grand nombre de nos concitoyens<sup>8</sup>.

---

5 Pierre Bourdieu, « Comment libérer les intellectuels libres ? » in *Questions de sociologie*, Paris, Minit, 1980, p. 72. Sur cette question, lire aussi Gérard Mauger, « La sociologie est une science politique », *Cités*, 2012/3, n° 51.

6 Pierre Bourdieu, « La grande illusion des intellectuels. Entretien avec Didier Eribon », *Le Monde*, 5 mai 1980.

7 Sur ce courant d'étude en sociologie, notamment l'étude des relations raciales, nous renvoyons le lecteur au livre-somme de Jean-Michel Chapoulie, *La Tradition sociologique de Chicago* ; Paris, Seuil, 2001, nouvelle édition revue et complétée avec postface inédite, 2018.

8 Précisons au lecteur que Gérard Noiriel a rédigé les chapitres 1, 2, 3 ; Stéphane Beaud les chapitres 6, 7, 8. L'introduction, la conclusion, les chapitres 4 et 5 ont été écrits en commun.

# Première partie

## Une socio-histoire de la catégorie de race

### Quelques repères historiques

#### **Classe comme race :**

« Des raisons fiscales incitèrent Colbert à exiger des familles nobles qu'elles justifient leurs privilèges en prouvant leur ascendance aristocratique. [...] Cela provoqua une rupture par rapport aux conceptions traditionnelles du mot « race » qui était employé jusque là par les juristes pour caractériser les transmissions des biens et non la transmission des caractères naturels. » (p. 24)

#### **En Martinique (1733) :**

« Celles et ceux que le pouvoir colonial avait ainsi assujettis intériorisèrent progressivement ces assignations identitaires, à tel point qu'ils les mobilisèrent pour développer leurs stratégies de résistance et de solidarité. Les uns cherchèrent à ressembler aux blancs (en brouillant les différences de couleur et d'allure), les autres préférèrent rompre avec le pouvoir colonial en opposant le droit des noirs et des mulâtres à ceux des blancs. » (p. 25)

#### **Discours savant sur les races :**

« Buffon, convaincu que, sur le plan de la physiologie, il n'y avait pas de différence entre l'homme et l'animal, il adapta aux êtres humains les réflexions de l'époque concernant l'amélioration des haras. Il inaugura ainsi un discours sur les races humaines emprunté aux sciences de la nature dans une perspective « monogéniste » - fondée sur l'idée qu'il n'y a qu'une seule espèce d'hommes répartie en plusieurs races – compatible avec ce qui était écrit dans la bible. » (p. 27)

#### **Race par rapport à civilisation:**

« L'abbé Grégoire a joué un rôle essentiel dans l'adoption des mesures ayant permis l'émancipation des juifs et l'abolition de l'esclavage pendant la Révolution française. [...] Sa thèse centrale est en effet que les juifs appartiennent à une race qui a constamment vécu en dehors de la civilisation. [...] Les « vices » qu'il attribue aux juifs, notamment leur « avarice » et leur « particularisme », sont des conséquences des persécutions qu'ils ont subies. Le combat que mène l'abbé Grégoire contre les discriminations qui les maintiennent à l'écart de la société française a donc pour but de « régénérer » le peuple juif en éradiquant ses « vices ». En s'inspirant de Buffon, Grégoire défend le métissage. » (p. 28)

« Dans la fameuse brochure qui imposa, dès le début de la Révolution, l'idée d'une nation « une et indivisible », l'abbé Sieyès affirma que la conquête du pouvoir par le tiers état avait mis fin à la guerre des races puisque le peuple français avait renvoyé l'aristocratie dans « ses forêts de Franconie ». [...] Néanmoins, la bourgeoisie qui exerçait désormais le pouvoir d'État en s'appuyant massivement sur l'argument civilisationnel ouvrait la possibilité d'un perfectionnement des races ou des peuples considérés comme inférieurs. » (p. 29)

#### **Classes > Races :**

« Sous la monarchie de Juillet, les débuts de la révolution industrielle et l'irruption du prolétariat comme nouvel acteur des luttes politiques marginalisèrent le discours racial. A partir de ce moment-là, en effet, c'est la question sociale qui fut placée au centre du débat public.

- Le docteur Villermé publia ses travaux prouvant l'influence délétère du milieu dans la « dégénérescence des classes populaires ».

- A la fin de la Restauration, François Guizot avait décrit l'histoire de France comme le produit de la lutte des classes et non de la lutte des races. Marx et Engels populariseront ensuite cette formule dans toute l'Europe.

- Auguste Comte élabore une philosophie positive, la sociologie, capable de dégager les lois de fonctionnement du monde social. (p. 30)

## 1) III<sup>e</sup> République :

### - Société Anthropologique de Paris, créée par Broca en 1859

« Dans le but de donner à l'anthropologie physique le statut de science générale de l'espèce humaine, Broca regroupa autour d'elle une douzaine de disciplines, de la médecine à la sociologie en passant par la paléontologie. [...] Cet effort visant à placer l'anthropologie physique au centre des sciences de l'homme fut puissamment conforté par un autre événement : la publication du livre de Charles Darwin dans lequel il expliquait l'unité et la diversité du vivant par l'évolution adaptative des espèces fondée sur la sélection naturelle. Bien que Darwin ne se soit pas engagé lui-même sur ce terrain, sa théorie donna du grain à moudre aux positivistes dénonçant les textes de la bible sur l'origine de l'humanité. » (p. 32)

« Le second pôle de réflexion sur la question raciale qui se développa sous le Second Empire fut abrité par l'université. Les deux principales figures de ce mouvement étaient eux aussi d'ardents défenseurs de la science.

- Ernest Renan qui scandalisa l'Église en publiant une « Vie de Jésus » en 1867.

- Hippolyte Taine expliquait que faire l'histoire d'une littérature consistait à étudier la psychologie d'un peuple car tous les individus sont dominés et produits par des forces primordiales qui leur imposent certaines façons de penser et de sentir : la race, le milieu et le moment. (p. 33)

### - Journaux, presse de masse

#### Naissance d'un espace public national :

« L'intégration des classes populaires au sein de l'État national eut des conséquences majeures sur le processus qu'Émile Durkheim a appelé « la division du travail social ». [...]

« La spécialisation des fonctions toucha ceux qui écrivait dans les journaux. Les publicistes devinrent des journalistes à temps plein car les lois de Jules Ferry sur l'école et la presse contribuèrent à l'intégration des classes populaires au sein du nouvel espace public républicain. [...] »

« Grâce à ce que j'ai nommé ailleurs la « fait-diversion » de la politique, la presse de masse parvint rapidement à prendre le contrôle de ce que l'on appelait désormais « l'actualité » rassemblant, chaque jour, les sujets que les journalistes avaient sélectionnés. [...] »

« La figure de l'étranger qu'on opposait au « nous » français se dédoubla alors pour désigner d'un côté l'ennemi qui « nous » menaçait (l'allemand de 1870 – 1871) et d'un

autre côté le sauvage que « nous » devons civiliser pour rester fidèles aux principes émancipateurs de la République. » (p. 39)

## **Nation et race**

« Ernest Renan, dans *Qu'est-ce qu'une nation ?*, conférence qu'il prononça en 1882, fabrique un raisonnement qui sera au centre de toutes les polémiques identitaires sur l'immigration et que l'on peut résumer par une question : comment être sûr que ceux qui n'appartiennent pas à la communauté des français « de souche » seront des citoyens loyaux à l'égard de la nation française ?

Ce n'est nullement un hasard si la date de la conférence coïncide exactement avec l'irruption du « problème de l'immigration » (les deux mots étant immédiatement associés) dans le débat public français. Alors que sous la première et seconde république, c'est la question de la citoyenneté qui avait focalisé la réflexion collective, sous la troisième république, ce sont les interrogations sur la nationalité qui s'impose. » (p. 45)

## **Race versus classe**

« Sous le second Empire, les passeports intérieurs et les livrets ouvriers permettaient aux autorités de surveiller le déplacement des pauvres. Ces contraintes furent supprimées dès le début de la troisième république. Tous les citoyens étaient libres désormais de circuler sur « leur » territoire, puisque la nation était « une et indivisible ». Mais la contrepartie fut de renforcer les mesures d'identification et de contrôle aux frontières (décret 1888, loi 1893). En la présentant comme une loi sur « la protection du travail national », s'introduisit le critère national comme facteur de division au sein des classes sociales, principalement au sein de la classe ouvrière. » (p. 46)

## **Colonies et races**

« La question coloniale fut un autre thème majeur qui favorisa la politisation de la question raciale au début de la troisième république. [...]

Il s'agissait d'un affrontement entre deux sens du mot race. Ferry utilisait le terme comme un équivalent de civilisation, alors que Clemenceau l'interprétait dans son sens zoologique. [...]

Les termes de « culture » et de « civilisation » s'imposèrent pour légitimer les discriminations institutionnalisées avec le code de l'indigénat, cet ensemble de mesures dérogatoires aux grands principes du droit français adoptées à cette époque pour s'appliquer aux populations des colonies. L'argument de la mission civilisatrice de la France devint alors une sorte de litanie. » (p. 49)

## **La lutte des races**

« Drumont [1886] reprend à son compte le schéma marxiste de la lutte des classes, mais au lieu de définir le peuple à partir d'un critère social (le prolétariat), il privilégie le critère national (le français). Du coup, l'ennemi à abattre n'est plus le patron « buveur de sang », mais l'étranger. » (p. 53)

## **Ecole et racialisation**

« « La race intelligente entre toutes, celle qui envahit et tend à détruire ou à subjuguier les autres, c'est celle à laquelle nous appartenons, c'est la race blanche. » *Première année*

*d'enseignement scientifique* de Paul Bert, médecin et ministre de l'Instruction Publique, 1883.

On voit clairement, à partir de cette simple citation, le rôle que joua l'école républicaine dans l'inculcation d'une vision du monde fondée sur les catégories de l'anthropologie physique. La couleur de peau devient alors le moyen pédagogique le plus efficace pour ancrer dans l'esprit de tous les petits français un principe d'identification fondé sur la race. Le « nous » français commença ainsi à se coloriser. » (p. 61)

### **Sciences Po (créée en 1872 par Émile Boutmy)**

« « Il faut que derrière l'enceinte croulante de leurs prérogatives et la tradition, le flot de la démocratie se heurte à un second rempart fait de mérites éclatants et utiles, de supériorité dont le prestige s'impose, de capacités dont on ne puisse pas se priver sans folie » P. Boutmy.

Cette citation reflète parfaitement le point de vue des élites qui ne combattaient pas l'égalité républicaine au nom des privilèges de leur race, comme les aristocrates, mais en vertu de leurs capacités, qu'ils jugeaient supérieures à celles du peuple. (p. 64) [...]

L'exemple des frères Leroy-Beaulieu [profs à Sciences Po] montre qu'Émile Boutmy a atteint l'objectif qu'il s'était fixé en ouvrant son école : Sciences Po a trouvé sa place au sein de l'espace public républicain en recrutant des professeurs qui acceptaient de prendre des questions d'actualité pour des problèmes scientifiques, contribuant ainsi à conforter le sens commun. C'est grâce à cette formation généraliste – que Boutmy appelait « le droit du plus capable » - que les classes élevées ont pu conserver leur hégémonie. » (p. 66)

### **La race, une construction sociale, Émile Durkheim**

« L'ancien profil du médecin anthropologue, savant polyvalent, œuvrant au développement des sciences morales et politiques, fut définitivement battu en brèche au profit de l'enseignant chercheur cultivant un petit domaine du savoir exigeant une longue formation spécialisée. » (p. 67)

« Durkheim estime que le développement de l'État-nation, loin d'opprimer les individus, a permis un progrès considérable des libertés individuelles et donc de l'individualisme. Tel est le raisonnement qui conduit le père fondateur de la sociologie universitaire française à affirmer qu'« *aucun phénomène social n'est placé sous la dépendance incontestée de la race* » car « *la race et l'individu sont deux forces contraires qui varient en raison inverse l'une de l'autre* ». En montrant que les contraintes qui pèsent sur l'action sont le plus souvent intériorisées par les individus sans qu'ils s'en rendent compte, Durkheim échappe aux préjugés raciaux fondés sur l'hérédité biologique. Le passé se transmet par les institutions et non pas par le sang. » (p. 69)

« La faible importance que Durkheim et Weber accordèrent à la race s'explique en partie par des raisons administratives. Dans ces deux pays, en effet, ce critère n'était pas pris en compte par les statistiques. » (p. 70)

« Le but civique des sociologues universitaires était surtout de fournir des armes permettant aux citoyens de s'émanciper des contraintes qui pesaient sur eux en leur transmettant les connaissances savantes qu'ils avaient produites. C'est ce qui explique l'importance qu'ils accordèrent à l'éducation. On comprend néanmoins que les adeptes d'une science se tenant à distance du monde social n'aient pas pu peser beaucoup dans l'espace public. » (p. 74)

### **Deux intellectuels de gouvernement : Alfred Fouillée et Émile Faguet**

« Tout en clamant haut et fort leur amour pour les valeurs républicaines, plusieurs de ces philosophes universitaires jouèrent un rôle important dans la promotion de la définition française de la race. Le plus influent fut sans doute Alfred Fouillée. [...] En reprenant à son compte le concept de « caractère national », forgé par Théodule Ribot, il se donna pour mission d'analyser la psychologie du peuple français. [...] Fouillée s'appuyait sur les travaux de Vacher de Lapouge pour affirmer que les « tempéraments nationaux reposent sur une base physiologique car l'hérédité fixe la race en éliminant les individus les moins adaptés ».

Étant donné que tous les commentateurs de l'actualité devaient, déjà à cette époque, donner leur opinion sur le « problème de l'immigration », Fouillée mobilisa sa philosophie pour aboutir finalement aux mêmes conclusions que les médecins-anthropologues. « Une introduction trop rapide d'éléments étrangers non assimilés ou d'assimilation difficile » risquait de « décomposer » notre caractère national ; ce qui engendrerait « une mobilité des opinions et un équilibre instable ». Même si, ajoutait-il, « la France a une faculté d'assimilation extraordinaire à cause de son caractère éminemment sympathique [...] au point de vue ethnique, les anthropologistes craignent pourtant que la proportion de nos races composantes se modifie » ». (p75 et 76)

« Dans un article paru le 25 juillet 1895 qui occupe la moitié des deux premières pages, intitulé « le prochain Moyen Âge », Faguet publie un long commentaire d'un livre d'Alfred Fouillée intitulé *Tempérament et caractères*, où il confie à ses lecteurs que, dans cet ouvrage, le plus intéressant sur le plan scientifique ce sont les réflexions sur l'avenir des races. Faguet commence par évoquer la mondialisation des échanges pour constater que « quand les races se touchent, elle ne tardent pas à se heurter ». Étant donné que « les races inférieures » sont prolifiques, ajoute-t-il, l'explosion démographique qui se produit en Afrique et en Chine va provoquer une « marée » qui submergera « la race blanche » (p. 77)

é

### **Les Intellectuels après l'affaire Dreyfus : congrès ; lutte entre universités et instituts privés**

« Comme nous allons le voir maintenant, l'affaire Dreyfus eut pour effet d'accentuer le clivage parmi les intellectuels qui se disaient « républicains », opposant ceux qui, à l'instar d'Emile Faguet, continuèrent à utiliser le vocabulaire racial et ceux qui le rejetèrent au nom des principes affirmés en 1789 dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen » (p. 78)

« La victoire du camp dreyfusard accentua la marginalisation des médecins-anthropologues qui avaient été nombreux à rejoindre les rangs des conservateurs antidreyfusards. [...] Comme les enseignants et les étudiants s'étaient engagés massivement en faveur du capitaine injustement condamné, sa réhabilitation les conforta dans l'idée, née à l'époque des Lumières, que les intellectuels étaient les mieux placés pour combattre les préjugés des autres, parce qu'ils exerçaient des professions où l'esprit critique était indispensable. » (p. 79)

« L'affaire Dreyfus eut aussi des répercussions essentielles sur le plan linguistique car la plupart des termes que nous utilisons aujourd'hui pour parler de la question raciale furent forgés à ce moment-là. [...] Le débat parlementaire qui précéda la loi de 1912 sur l'identification des individus « sans domicile fixe » est sans doute le meilleur exemple de cette euphémisation du vocabulaire national. Le rapporteur de la loi ayant invoqué « un signe de race » pour identifier ceux qu'on appelait alors les « romanichels » suscita un véritable tollé dans les rangs de la gauche, qui affirma qu'une assemblée républicaine ne pouvait pas légiférer sur cette base. Finalement le terme « race » fut supprimé du texte,

grâce à une mise en forme juridique distinguant « voyageurs », « forains », « nomades » sur la base de la nationalité. C'est ainsi que le carnet anthropométrique inventé par Adolphe Bertillon fut imposé aux tziganes.

A la même époque, Georges Vacher de Lapouge mit en circulation le mot « ethnologie » pour désigner des races ne pouvant pas être définies par des critères zoologiques, mais qui rassemblaient des individus ayant un passé commun, parlant la même langue, partageant la même culture, etc. Ce mot allait servir, j'y reviendrai dans le prochain chapitre, pour stigmatiser les juifs sans employer le mot race.

Les termes « lynchage », « pogrom », « xénophobie » datent eux aussi de cette période. » (p 81 et 82)

## **Création de stéréotypes et création d'une « opinion publique » nationale**

« Jean Bazin a montré comment le pouvoir colonial s'était emparé du mot « bambara » pour désigner des réalités fluctuantes contribuant à fixer une identité ethnique que les autochtones ont fini par intérioriser. Jean-Loup Amselle a souligné le rôle que les recensements avaient joué dans ce processus. Au Mali, l'enregistrement d'une catégorie « peul » dans les statistiques a contraint les assujettis à décliner une identité de groupe qui a été enregistrée comme telle par l'État colonial. Cette identité collective a acquis ensuite une existence autonome et a été finalement intériorisée par ceux qui y avaient été assujettis.

La politisation de la question raciale a eu aussi des effets sur l'identité des personnes en métropole. La politique parlementaire et la presse de masse jouèrent un rôle décisif, on l'a vu, dans la mise en forme d'un « nous français » auquel tous les habitants du pays pouvaient s'identifier. Toutefois, les manières de se sentir français variaient grandement en fonction de la classe sociale. [...] »

« [...] la psycho-linguiste Eleanor Rausch a montré que lorsqu'on demandait à des individus de dire ce qu'est un oiseau, ce n'est pas le concept (la catégorie des animaux volants) qui leur venait spontanément à l'esprit, mais des *exemples* empruntés aux images d'oiseaux qu'ils ont l'habitude de voir (comme le moineau ou l'hirondelle de nos contrées). C'est ce que Rausch appelle un « prototype ». On peut ajouter qu'un prototype se transforme en stéréotype quand l'image familière est perçue de façon négative, dans le cadre du clivage entre « eux » et « nous ». (p. 84 et 85)

## **2) Guerre 14 – 18**

« Dès le début du conflit, l'État français se tourna massivement vers son empire colonial pour compléter les forces de travail embauchées dans les usines de guerre et pour étoffer les troupes envoyées au front. [...] Les soldats et les travailleurs coloniaux purent ainsi établir des relations directes avec les français de toutes conditions dans les tranchées, dans les usines et dans les fermes. Jusque-là, les autochtones n'avaient jamais côtoyé des individus appartenant à des peuples non européens. [...] Des amitiés, des relations amoureuses se nouèrent entre des hommes venus d'ailleurs et des femmes du pays, ce qui alimenta une nouvelle hantise au sein des élites républicaines : la crainte du métissage. Pour les éviter, les travailleurs coloniaux furent parqués dans des baraquements et leurs déplacements surveillés grâce à la mise en place des premières cartes d'identité en 1917. A la fin de la guerre, la plupart d'entre eux furent renvoyés dans leurs localités d'origine. Pour combler le vide démographique causé par l'hécatombe de la guerre et recruter les ouvriers dont l'industrie française avait besoin, le gouvernement préféra faire appel à des travailleurs européens.

Ces mesures discriminatoires à l'égard des individus issus de l'empire colonial marquèrent la première étape d'une politique d'immigration dont les grandes lignes

avaient été tracées dès 1915 par Adolphe Landry. [...] Dans le rapport qu'il rédigea à la demande du gouvernement, Landry détailla toute une série de mesures pour ne pas « créer chez nous des sortes de colonies échappant à toute assimilation ». » (p. 90 et 91)

« Étant donné que toute l'économie française dépendait du recrutement massif de la main-d'œuvre étrangère, les polémiques sur ce sujet [l'origine des travailleurs immigrés] cessèrent provisoirement d'être placées au centre de l'actualité. Comme il fallait aussi résoudre la crise démographique aggravée par l'hécatombe de la guerre, les dirigeants républicains lancèrent une nouvelle réforme du code de la nationalité. La loi adoptée en 1927 facilita les naturalisations pour transformer les étrangers en citoyens mobilisables en cas de guerre. La durée de la domiciliation nécessaire pour demander sa naturalisation fut réduite de dix à trois ans. Néanmoins, la crainte que ces Français de fraîche date manquent de loyauté à l'égard de leur nouvelle patrie eut pour conséquence d'aggraver les discriminations à leur égard. » (p. 92)

### **Des « experts » qui commentent l'actualité**

« [...] André Siegfried fut le parfait représentant d'une nouvelle génération de bourgeois voyageurs qui consignaient dans des livres leurs impressions de voyages en les présentant comme des vérités sociologiques. Dans cette tradition de pensée, ce ne sont pas les individus réels qui constituent les « atomes élémentaires » de l'analyse (pour reprendre la formule de Max Weber) mais des entités collectives comme les « peuples », « les nations » et les « races ». L'hégémonie que ces experts ont exercée, et qu'ils exercent encore, sur la vie intellectuelle française tient non seulement au fait qu'ils défendent, implicitement ou explicitement, l'ordre établi, mais aussi au fait qu'ils passent leur temps à commenter l'actualité. » (p. 100 et 101)

« Face à ce pôle conservateur incarné par Louis Marin et André Siegfried, qui occupait une position dominante grâce aux soutiens politiques dont il disposait, se développa un pôle dominé qui s'inscrivait dans le prolongement de la sociologie durkheimienne. Le principal représentant de ce courant fut Marcel Mauss, le neveu du fondateur de la sociologie universitaire française. [...] Mauss approfondit les réflexions de son oncle sur le rôle de plus en plus marginal joué par la race dans les sociétés développées. Dans le texte, non publié de son vivant, qu'il consacra à la question nationale, Mauss écrit que « la race et la civilisation sont en fait des créations de la nation et non l'inverse ». » (p. 103)

### **3) Entre les deux guerres**

#### **« Ni envahissement métèque, ni racisme »**

« Les polémiques sur les causes de la crise [de 1929] et sur les mesures à prendre pour en sortir réactivèrent la bipolarisation du champ politique français, opposant la droite nationale-sécuritaire à la gauche sociale-humanitaire. [...] Le ministère de l'Intérieur ayant procédé à l'expulsion de plusieurs centaines de milliers de travailleurs étrangers sans susciter de protestations massives, la polémique se focalisa cette fois-ci sur la question des réfugiés. Après la nomination d'Adolf Hitler au poste de chancelier, le 30 janvier 1933, les persécutions perpétrées par les nazis à l'encontre de leurs adversaires politiques et des juifs furent unanimement dénoncées en France, ce qui eut pour principale conséquence d'installer définitivement l'équivalence entre nazisme, fascisme et racisme (alors confondu avec antisémitisme).

Toutefois, les deux pôles de la vie politique française s'affrontèrent sur la question de l'accueil des réfugiés allemands. Grâce à la mobilisation des partis de gauche et de la Ligue des droits de l'homme, plusieurs dizaines de milliers d'entre eux furent accueillis, ce qui fit scandale dans les milieux de la droite et de l'extrême droite. [...] Parmi les réfugiés, certains étaient avocats ou médecins. [...] Étant donné que les professions libérales étaient touchées de plein fouet par le retournement de conjoncture, cette éventualité fut ressentie comme une grave menace. [...] je rappellerai simplement le rôle que joua la mobilisation des professions libérales contre les « métèques » dans la réhabilitation du discours sur les races. Cette campagne atteignit son paroxysme en 1934 – 1935. Elle fut relayée dans les facultés de droit et de médecine par les syndicats étudiants qui défilèrent derrière le mot d'ordre : « Ni envahissement métèque, ni racisme ». Le mot « racisme » étant associé au mot « nazisme », ce slogan avait pour but d'inscrire le combat xénophobe dans une tradition bien française. » (p. 106 et 107)

#### **4) Après 45**

- Continuité des carrières des enseignants d'extrême droite
- Continuité des institutions en changeant de nom
- Influence du PCF en sociologie : enquêtes sur les classes (Sartre)
- Racisme présenté comme idéologie justifiant le colonialisme et l'exploitation (intérieure et extérieure)

#### **5) Après 68**

- Les journalistes imposent le terme « raciste » pour les crimes de droit commun (repris par les « racisés »)
- Parallèle avec l'hégémonie culturelle de Gramsci
- Lois racistes (Giscard) légitiment les expulsions
- Racisme // Immigration
- Les groupes d'extrême droite (GRECE) deviennent FN en 72. Meurtres d'arabes
- Déclins du PCF, destruction de la SONACOTRA en 80
- Création journalistique des « nouveaux philosophes » : anti lutte de classe au nom des droits de l'homme (goulag)

#### **6) Après 1981**

- Reportage TV + presse de droite : noirs, arabes inassimilables : les Minguettes
- Création du musulman + jeune + terroriste (//attentats) = Jihad
- 1983 : la gauche perd la bataille économique (keynésienne) et se jette dans la bataille culturelle : travailleurs immigrés / beurs
- la TV légitime le FN « bon client » en terme d'audimat

#### **7) De Giscard à Chirac**

- Diminution de la visibilité du groupe ouvrier, diminution de la lutte des classes
- La gauche reprend les discours nationalistes après avoir abandonné la lutte des classes
- Attentats de 1985 – 1986
- Les médias de plus en plus complaisants par rapports aux thèses du FN
- Instrumentalisation de la laïcité : le voile

- Les immigrés (géographie) deviennent les islamistes (religion). Affrontements au sein de la gauche qui éclate
- Les médias prennent le pouvoir pour organiser les infos, racialisation des mouvements : les émeutes de 2005

## **Deuxième partie**

### **Un tournant identitaire : autour de « classes » et « race »**

#### **Quelques extraits**

#### **Les polémiques identitaires et la marginalisation des problèmes sociaux (chap. 3)**

« La puissance du mouvement social de mai-juin 1968 fut la conséquence d'une alliance de classes entre des étudiants, issus de la bourgeoisie pour la grande majorité d'entre eux, et des ouvriers qui les rejoignirent dans la lutte en s'engageant dans la plus grande grève que la France est connue dans son histoire. La contestation étudiante fut porteuse de revendications d'une jeunesse qui ne supportait plus le modèle disciplinaire que les générations précédentes avaient intériorisé pour survivre. Cette humeur anti-institutionnelle se concrétisa par un fort rejet des anciennes organisations, et notamment du PCF qui s'était discrédité notamment parce qu'il avait soutenu la répression soviétique en Hongrie, puis en Tchécoslovaquie. Néanmoins, comme la grève générale impulsée par les syndicats ouvriers avait donné au mouvement étudiant une force inespérée, le schéma marxiste de la lutte des classes conserva toute sa pertinence pour les leaders d'extrême gauche, mais sous les formes renouvelées du trotskysme, du maoïsme, voire du guévarisme.

Dans le même temps, Mai 68 réactiva les luttes héritées du vieux principe des nationalités. [...] C'est après 1968 que le mot « identité » s'imposa dans le vocabulaire politique pour devenir un enjeu de luttes entre l'extrême droite et l'extrême gauche. Les arguments qui avaient servi à combattre le pouvoir colonial furent mobilisés pour dénoncer la domination de l'État jacobin sur les territoires français d'outre-mer, sur l'Occitanie, la Corse, etc. [...] C'est également en 1968 que fut fondé le Groupement de recherches et d'études pour la civilisation européenne (GRECE), un collectif d'intellectuels d'extrême droite qui s'employa à retourner les arguments identitaires de l'extrême gauche. Considérant qu'il était légitime que chaque communauté défende son identité, ses partisans estimaient que les européens avaient eux aussi le droit de défendre la leur face aux immigrés du tiers monde qui la menaçaient.

Tel fut le point de départ des polémiques mémorielles qui allaient envahir l'espace public une vingtaine d'années plus tard.

Dans les années qui suivirent le mouvement de Mai 68, le rapport de force fut favorable aux militants d'extrême gauche qui combattaient le racisme. Les violences commises à l'égard des travailleurs algériens avaient été largement acceptées par l'opinion pendant la guerre d'Algérie. Toutefois, après les accords d'Evian, elle furent de plus en plus réprouvées. Comme l'agriculture et l'industrie avaient besoin de recruter massivement de nouveaux immigrés<sup>9</sup>, le patronat et ses alliés n'avaient plus intérêt à alimenter le discours sur le « problème » de l'immigration. » (p. 142 et 143)

« L'une des principales préoccupations des chefs de file du mouvement de Mai 68 fut de trouver les moyens de maintenir les liens entre les deux pôles de la contestation (l'usine et l'université), préoccupation illustrée par le slogan, inlassablement répété dans les manifestations « Étudiants - travailleurs , même combat ». Il faut avoir à l'esprit cette volonté unitaire pour comprendre l'importance que les militants d'extrême gauche

---

9 Entre 1962 et 1973, deux millions d'immigrés étrangers sont venus en France, plus un million de français rapatriés d'Algérie. Ce fut la plus forte progression du taux d'immigration dans toute l'histoire de France.

accordèrent alors à la question des travailleurs immigrés, ces ouvriers qui étaient à la fois les plus exploités dans les usines et les principales victimes du racisme. » (p. 144)

« Entre ces deux dates [Mai 68 et Février 72, grève à la Penarroya à Lyon à la suite d'un accident mortel d'un travailleur tunisien, dû à l'intoxication au plomb] se produisit l'événement que l'on peut considérer comme l'acte fondateur du nouvel âge de l'antiracisme dans lequel nous sommes encore aujourd'hui. Le 27 octobre 1971, Djilali Ben Ali, un jeune parisien d'origine algérienne, fut tué par le concierge d'un immeuble de la Goutte-d'Or, à Paris. Ce crime suscita, lui aussi, une très forte mobilisation sous l'impulsion des militants du MTA [Mouvement des Travailleurs Arabes, section autonome de la Gauche Prolétarienne], avec le soutien des églises du quartier (catholique et protestante) et d'un grand nombre d'intellectuels prestigieux (Michel Foucault, Jean-Paul Sartre, Gilles Deleuze, Claude Mauriac, Jean Genet, etc.). Ils se regroupèrent au sein d'un « comité Djilali » qui lança un appel pour défendre « la fierté et la noblesse arabes [...] bafouées [...] par la police et par une partie de la population ». Le comité mena une contre-enquête qui aboutit à dénoncer « l'intoxication raciste lancée par les forces politiques ». La tribune publiée par *Le Monde* par les plus connus des intellectuels engagés dans cette lutte permit de lui donner une dimension nationale. La mobilisation atteignit son paroxysme le 7 novembre 1971, lors d'une manifestation qui rassembla quatre mille personnes.

Cette affaire peut être considérée comme un tournant dans l'histoire de l'antiracisme car elle conjuga trois types d'arguments que l'on retrouve constamment aujourd'hui dans les discours dénonçant le racisme. Le premier accusait l'extrême droite d'« intoxiquer » les français, comme ce concierge parisien, au point parfois de les pousser à commettre des crimes. Cette analyse situait l'affaire Djilali dans le sillage d'une approche qui faisait de l'antiracisme une dimension de l'antifascisme. C'est dans cette perspective que se situait le MTA, qui avait repris le mot « travailleur » dans son sigle, se plaçant explicitement dans le prolongement de la tradition communiste qui avait fait de la Main-d'œuvre immigrée (MOI) le fer de lance de son combat antiraciste. Les comités Palestine apportèrent leur soutien à Djilali en lançant un appel intitulé « Tous unis ! », dénonçant un crime dont la fonction était de « briser la lutte des habitants du quartier<sup>10</sup> ».

Dans le même temps, en accusant « la police et une partie de la population », le comité Djilali avançait deux autres lectures de ce crime. La première relevait de ce qu'on appelle aujourd'hui le « racisme systémique » imputé au pouvoir d'État (principalement la police) ; la seconde mettait en cause « le racisme ordinaire ». Dans cette perspective, le racisme n'était plus relié à une idéologie politique, ni au capitalisme, mais ravalé au rang des préjugés d'« une partie de la population ». Le fait que le crime ait été commis par un concierge non politisé permit d'alimenter ce discours. Peu de temps avant l'affaire Djilali, *Le Monde* avait publié une grande enquête, réalisée par Jean Lacouture, intitulée : « Les Français sont-ils racistes ? » La conclusion était que tout le monde pouvant être raciste, seule l'éducation civique permettrait de lutter contre ce fléau. De là à considérer que moins on était éduqué, plus on risquait d'être raciste, il n'y avait qu'un pas. Lequel fut vite franchi, y compris par l'extrême gauche. Tout en affirmant que seule la révolution permettrait d'éradiquer le racisme, les militants tiers-mondistes du CEDETIM<sup>11</sup> s'employèrent à dénoncer le « racisme hystérique de la petite bourgeoisie et du sous-prolétariat<sup>12</sup> ». Cette stigmatisation d'une partie des classes populaires se diffusa

10 Catherine von Bülow et Fazia Ben Ali, *La Goutte-d'Or ou le mal des racines*, Paris, Stock, 1979, p. 237.

11 Une organisation fondée au milieu des années 1960 sous le nom de Centre socialiste d'études du tiers monde, à l'origine dans la mouvance du PSU, puis rebaptisée Centre d'études anti-impérialistes au milieu des années 1970.

12 Cédétim, *Les Immigrés, contribution à l'histoire de l'immigration en France*, Paris, Stock, 1975

largement dans l'opinion grâce à des films comme *Dupont-Jajoie* de Claude Sautet (1975).

Le rôle que les militants d'extrême gauche, issus pour la plupart de la classe moyenne cultivée, jouèrent dans ce type de stigmatisation fut aggravé par l'un des slogans qui s'imposèrent dans les universités à partir de 1968 : « Tout est politique ». C'était une manière de nier le fait que les classes populaires étaient exclues du champ politique et privées du langage qui permet de nommer ses préjugés et ses intérêts dans des formes jugées convenables par les élites. Le type de savoir qu'exercent les intellectuels qui se conduisent comme des porte-parole fut de ce fait complètement occulté. Et la lutte antiraciste fut ainsi déviée de sa finalité politique initiale au profit de litanies moralisatrices n'ayant rien à envier aux discours des philanthropes qui condamnaient, un siècle plus tôt, l'alcoolisme et les unions libres dans les milieux populaires.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler que c'est exactement à ce moment-là que fut publiée la première thèse de sociologie consacrée au racisme, celle qu'avait soutenue Colette Guillaumin trois ans plus tôt (*L'Idéologie raciste. Genèse et langage actuel*, Paris/La Haye, Mouton, 1972). Comme on le verra dans le chapitre suivant, cette thèse mit en circulation la plupart des arguments que l'on peut lire encore aujourd'hui, introduisant dans le vocabulaire français le mot « racisé » pour désigner les victimes du racisme. Aucun des intellectuels qui s'engagèrent, au sein du comité Djilali, dans ce qui était une noble cause, ne s'interrogea néanmoins sur le type de pouvoir qu'ils exerçaient en intervenant dans l'espace public pour dénoncer un crime raciste. Pourtant, le récit de cette affaire qu'a publié plusieurs années plus tard Fazia Ben Ali, la propre sœur de Djilali, témoigne clairement du décalage entre sa vision des choses et celle des intellectuels. S'adressant à la journaliste avec laquelle elle a écrit ce livre, elle dit : « Tu vois, c'est quand vous êtes arrivés qu'on a pensé que c'était du racisme. Vous nous avez mis beaucoup de choses dans la tête [...]. Nous, on avait parfois l'impression que vous faisiez des manifestations pour décrire quelque chose, comme si vous aviez voulu faire une expérience, comme les gens qui prennent des cadavres pour faire des expériences avec. C'est ça que je pensais ; mes frères aussi d'ailleurs, c'est pourquoi ils n'ont plus été d'accord avec vous plus tard<sup>13</sup> ».

Aujourd'hui, lorsque se produit un crime semblable, les proches des victimes utilisent spontanément le mot « racisme » pour le qualifier. Mais au début des années 1970, ce type d'explication n'avait pas encore été intériorisé par les classes populaires. En parlant de « jalousie », Fazia Ben Ali privilégiait des raisons interpersonnelles qui renvoyaient au cadre familial dans lequel vivaient ce concierge et les locataires de l'immeuble. Les intellectuels venaient, quant à eux, d'un autre monde, qui s'était intéressée soudainement à cette famille de la Goutte-d'Or avant de défendre d'autres grandes causes quelques mois plus tard. « Racisme » était perçu comme un mot abstrait, séparant deux mondes : les racistes et les racisés. Qualifier ce crime de « raciste », c'était aussi renvoyer *publiquement* les Ben Ali à leur seule identité arabe, ce que ne souhaitait pas la famille Ben Ali.

Cette analyse ne doit pas être prise comme un jugement de valeur. Notre seul but est de montrer la complexité des rapports sociaux et les contradictions auxquelles se heurtent tout ceux qui luttent pour un monde meilleur. Les intellectuels qui s'engagèrent au sein du comité Djilali contribuèrent à faire de l'antiracisme une valeur hégémonique dans l'espace public français. » (p. 146 à 150)

---

13 Catherine von Bülow et Fazia Ben Ali, *La Goutte-d'Or...*, op. Cit., p. 237.

« [Au début des années 1980] la stratégie du PS, relayée par la CFDT, fut aussi une façon de d'approprier les valeurs humanistes de 1968 contre le parti communiste incapable d'intégrer les « nouveaux mouvements sociaux » - pour reprendre la formule en vigueur à l'époque dans les milieux sociologiques et journalistiques – développés surtout par des membres de la classe moyenne cultivée. Le fait que le PCF n'était pas parvenu à rompre définitivement avec son passé stalinien contribua aussi à aggraver sa crise. » (p. 155)

## La légitimation de la question raciale en France

« Comme on l'a vu dans les précédents chapitres, les partisans de la race ont toujours légitimé leur point de vue en citant l'exemple américain. Pendant longtemps, ces références ont été mobilisées par la droite et l'extrême droite pour alimenter des discours identitaires hostiles au discours social. Mais à partir des années 1970, des intellectuels situés à l'extrême gauche ont commencé à s'approprier les références raciales américaines. Ce passage d'un camp à l'autre s'explique par les changements politiques qui se sont produits aux États-Unis au cours des années 1960. Petit rappel historique ici : dès sa naissance, la société américaine a été organisée sur une base raciale qui a été institutionnalisée pour légitimer les discriminations<sup>14</sup>. Le long combat que les afro-américains ont mené contre l'esclavage, puis contre les « loi Jim Crow » (qui ont légalisé la discrimination raciale à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle) ont débouché, après la Seconde Guerre mondiale, sur le mouvement pour les droits civiques incarné par le pasteur Martin Luther King. A la fin des années 1960, l'immense espoir qu'avait suscité le Civil Rights Act (adopté en 1965) a fait place au désenchantement. Une nouvelle génération de militants afro-américains s'est radicalisée. Le Black Panther Party for Self-Defense s'est engagé dans l'action révolutionnaire en faisant du combat contre les discriminations une dimension de la lutte anti-capitaliste. Bobby Seale, cofondateur de ce parti, écrivait ainsi en 1972 : « Nous ne combattons pas le racisme par le racisme. Nous combattons le racisme par la solidarité », et il ajoutait : « Nous faisons tous partie de la classe ouvrière » ; « notre combat est une lutte de classe et non pas une lutte raciale »<sup>15</sup>. La perspective du *black power* a réussi néanmoins à s'imposer dans certaines universités grâce au développement d'un nouveau champ académique interdisciplinaire, à la fois scientifique et militant : les *african-american studies*. Insistons cependant que le fait que ce type d'études identitaires, contestant l'idée d'une objectivité (en tout cas d'une neutralité) de la science au nom d'une « *black perspective* », n'a jamais fait l'unanimité aux États-Unis. Elle a été critiquée dès les années 1960 par des courants de recherche minoritaires qui ont souligné l'importance des facteurs économiques et sociaux dans la différenciation interne de la communauté noire.

Le sociologue William J. Wilson, professeur à l'université de Chicago, a montré que les changements conjoints de la structure économique, du rôle de l'État et des politiques publiques aux États-Unis avaient progressivement abouti à ce que la *position de classe* acquière un rôle déterminant dans les destins sociaux des individus noirs dans ce pays, provoquant une polarisation sociale au sien de la communauté noire américaine<sup>16</sup>. Il en a conclu que les pratiques discriminatoires intentionnelles visant les noirs (du fait de leur couleur de peau) ne devaient plus être considérées comme étant à la racine de l'inégalité raciale. Wilson privilégie en effet les mécanismes économiques impersonnels en montrant que ceux-ci expliquent la mobilité ascendante de la fraction des noirs éduqués

---

14 Sur l'histoire de la construction de l'identité raciale aux États-Unis dans le droit et les statistiques, lire Paul Schor, *Compter et classer : histoire des recensements américains*, Paris, EHESS, 2009.

15 Bobby Seale, *A l'affût : histoire du Parti des panthères noires et de Huey Newton*, Paris, Gallimard, 1972.

16 William J. Wilson, *Les Oubliés de l'Amérique*, Paris, Desclée de Brouwer, 1994.

tout en pénalisant ceux qui sont en bas de la hiérarchie sociale. Autrement dit, l'approche de Wilson opère un renversement d'ampleur par rapport à un certain nombre de travaux antérieurs en minimisant le poids des préjugés raciaux ; c'est la raison pour laquelle elle a été si discutée outre-Atlantique.

Cela ne signifie pas que, dans le modèle de Wilson, la race (ou l'appartenance raciale) soit devenue insignifiante. Loin de là. Mais son diagnostic est sans appel : « La condition du sous-prolétariat noir s'est précisément dégradée au moment même où l'on adoptait le programme de lutte contre les pratiques discriminatoires le plus ambitieux jamais mis en œuvre aux États-Unis. Il en résulta un élargissement du fossé économique entre bas et haut revenus<sup>17</sup> ». Les ouvrages de William J. Wilson ont suscité de violentes controverses au sein du monde universitaire américain car, pour la plupart des autres spécialistes de la question noire, il apparaissait proprement inconcevable que les noirs de la classe moyenne aient pu échapper à la discrimination raciale et ainsi réussir socialement à l'instar de leurs homologues blancs<sup>18</sup>.

Sur un plan plus théorique, on peut citer aussi l'ouvrage de Yehudi O. Webster, *The Racialization of America*, paru en 1992. Professeur au département des *panafrican studies* à la California State University (Los Angeles), il se livre à une réfutation globale de la théorie raciale qui a dominé, dit-il, l'histoire des États-Unis depuis deux siècles dans le domaine politique, institutionnelle, et scientifique. L'un des principaux axes de sa démonstration concerne la contribution essentielle que les universitaires ont fournie à la racialisation de la société américaine, notamment les sociologues et les historiens. « Loin d'être des observateurs innocents qui se contentent de décrire les relations ethniques et raciales, ils jouent un rôle essentiel dans la racialisation des expériences et des problèmes sociaux. »

Il nous fallait effectuer ce détour par les États-Unis pour mieux comprendre la réception des études sur la race dans les sciences sociales en France. Comme on l'a vu dans le précédent chapitre, en France aussi la contestation universitaire a eu pour effet de remettre en cause le principe d'objectivité de la science qui était largement admis auparavant. Toutefois, dans le cas français, sous l'influence des philosophes marxistes, ce n'est pas la race, mais l'appartenance de classe qui a été privilégiée pour contester la neutralité du savoir. Louis Althusser, professeur de philosophie à l'École normale supérieure, avait argumenté en ce sens en prônant « la lutte des classes dans la théorie » au nom de la « pratique théorique ».

Mais si les recherches savantes sur la question raciale furent très minoritaires en France, c'est également dans le contexte subversif des années 1968 qu'elles prirent leur envol, grâce à Colette Guillaumin, chercheuse au CNRS. En 1969, elle fut la première à soutenir une thèse sur ce sujet<sup>19</sup>, intitulée : *Un aspect de l'altérité sociale : le racisme. Genèse de*

---

17 *Ibid.*, p. 234.

18 Pour une lecture approfondie de ces débats et plus particulièrement les polémiques provoquées par le livre de Wilson, on peut se référer à l'analyse qu'en a faite le sociologue Loïc Wacquant, professeur à l'université de Berkeley qui a joué un rôle essentiel dans la diffusion de la sociologie de Pierre Bourdieu aux États-Unis. Il rappelle que les sociologues américains qui adoptent la position d'experts et/ou de militants politiques en matière de race ont produit des théories normatives et performatives, relevant de ce qu'il appelle le « *world-making power* ». Pour lui, si le modèle de Wilson a suscité « un tel mécontentement et un tel malaise intellectuel, c'est par ailleurs qu'il dérangeait ses critiques, non pas en qualité de chercheurs, mais en tant que personnes [...]. Une bonne part de leur attitude sur cette question résulte donc d'une projection, dans l'objet d'étude, de leur rapport à cet objet, c'est-à-dire de leur expérience particulière du nœud « race » et « classe » dans leur trajectoire biographique et académique » : Loïc Wacquant, « L'énigme du couple « race et classe » dans la société et les sciences sociales états-uniennes », *Transatlantica, Revue d'études américaine. American Studies Journal*, 2009/1.

*l'idéologie raciste et langage actuel*<sup>19</sup>. Après des études en ethnologie et en psychologie, elle enseigna en France et au Canada. C'est cette familiarité avec le contexte multiculturaliste nord-américain qui lui permit d'introduire dans le champ intellectuel français une approche de la question raciale qui a perduré jusqu'à aujourd'hui dans ses grandes lignes. Elle repose sur quelques caractéristiques que nous résumons rapidement :

- 1) Ce qui est présenté comme une étude « sociologique » est en réalité une analyse de discours. C'est une réflexion sur les mécanismes du racisme qui renvoie à une société dont les acteurs sont absents.
- 2) La légitimation de l'étude repose sur l'idée d'un « retard » français par rapport aux États-Unis dans la recherche sur le racisme.
- 3) L'étude commence par faire la genèse du discours raciste en présentant Gobineau comme son père fondateur, de façon à déconstruire le concept de race en montrant qu'il n'a pas de valeur scientifique.
- 4) Ce constat l'amène à poser la question : les races existent-elles ? Elle répond en disant : « Non, la race n'existe pas. Si, la race existe. Non certes, elle n'est pas ce qu'on dit qu'elle est, mais elle est néanmoins la plus tangible, réelle, brutale des réalités. » Ce qui signifie que la race est une construction sociale inventée par les majoritaires pour imposer leur domination sur les minoritaires. Véhiculés par les médias, les stéréotypes raciaux peuvent être institutionnalisés, ce qui conduit au « racisme systémique ».
- 5) Cette définition large du racisme valide la problématique du « racisme ordinaire » que nous avons présentée dans le chapitre précédent. Néanmoins, dans le même temps, Colette Guillaumin critique ceux qui confondent racisme et mépris social. Selon elle, lorsque l'hostilité à l'égard d'un groupe n'a pas de caractère racial, on ne peut pas parler de racisme car cela reviendrait, consciemment ou inconsciemment, à le banaliser. Cette précision est importante car c'est une manière d'écarter l'idée d'un « racisme de classe » pour mettre au premier plan un clivage fondé sur la seule couleur de peau.
- 6) Son raisonnement aboutit à rejeter la définition marxiste de l'antiracisme comme dimension de la lutte anticapitaliste pour avaliser la problématique américaine en termes de « discriminations ». Pour nourrir cette approche, Guillaumin introduit dans le vocabulaire français le terme de « racisé » qui désigne, selon elle, tous les « porteurs d'une marque que ne porte pas les majoritaires [...] ». Dans une société blanche, le blanc ne sait pas qu'il est blanc », alors que ceux qu'elle appelle les « minoritaires racisés » sont constamment renvoyés à leur stigmatisation. On voit poindre ici la thématique du « privilège blanc » et du retour de la lutte des races, envisagée désormais sous l'angle de la relation de pouvoir entre racisants et racisés, car l'un ne va pas sans l'autre.
- 7) On constate qu'une recherche qui commençait par critiquer l'activité de catégorisation en affirmant qu'elle « réduit toute complexité possible à la généralité d'un groupe » et « enferme la fluidité de l'absolu dans une définition » finit par fabriquer de nouvelles catégories fondées sur la couleur de peau.
- 8) Notons néanmoins deux points qui tranchent sur le discours raciste actuel : d'une part, Colette Guillaumin inclut les juifs parmi les groupes racisés. Dans la deuxième partie du livre, elle montre ainsi les formes « inconscientes » d'antisémitisme véhiculées par le discours journalistique à travers l'analyse des unes du journal *France-Soir*. D'autre part, la critique du processus de racisation n'aboutit pas, chez elle, à aujourd'hui

---

19 Cette thèse avait été préparée sous la direction de Roger Bastide, professeur d'ethnologie et de sociologie religieuse à la Sorbonne. Cet universitaire durkheimien (qui dirigea *L'Année sociologique* de 1962 à 1974), spécialiste des religions du Brésil, pays dans lequel il avait longtemps enseigné, fut sans doute le premier sociologue français à s'intéresser aux questions interraciales, mais hors de France, comme l'illustre le plus connu de ses livres : *Les Amériques noires* (1967). Directeur du Centre de psychiatrie sociale et du Laboratoire de sociologie de la connaissance, Bastide a joué aussi un rôle important dans l'ouverture des sciences sociales sur la psychanalyse.

20 Colette Guillaumin, *L'Idéologie raciste, genèse et langage actuel*, Paris/La Haye, Mouton, 1972.

considérée comme une pionnière dans ce domaine d'études, à défendre l'idée que les personnes victimes du racisme devraient revendiquer l'étiquette de « racisés » pour redéfinir leur identité.

## **Relectures de Bourdieu autour de la question raciale**

La thèse fondatrice de Colette Guillaumin n'a pas fait immédiatement école chez les sociologues français, d'abord parce que son autrice s'est orientée plutôt vers les recherches féministes dans la suite de sa carrière, et ensuite parce que le courant dominant de la sociologie critique s'est ancré, en France, autour de Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, dans le prolongement des principes fondateurs de cette discipline depuis Durkheim et Weber. Nous allons insister un peu sur ce point pour rappeler comment ils se sont positionnés face à la « question raciale ».

Lorsqu'ont éclaté les événements de mai-juin 1968, ce pôle de la sociologie était déjà bien en place. Sous la direction de Bourdieu et de Passeron, tous deux anciens élèves de l'École normale supérieure et agrégés de philosophie, de nombreux travaux mettant en lumière les inégalités socio-économiques dans le domaine de l'éducation et de la culture avaient été publiés, lesquels avaient nourri une partie de la contestation universitaire<sup>21</sup>. La force de frappe des fondateurs de ce courant reposait sur trois piliers : un centre de recherche localisé dans une institution prestigieuse (le Centre de sociologie européenne fondé en 1960 par Raymond Aron et dirigé ensuite par Pierre Bourdieu au sein de l'EHESS), une collection d'ouvrages (« Le Sens commun ») créée en 1966 chez un éditeur reconnu dans le monde intellectuel (les éditions de Minuit), et un manuel scientifique (*Le Métier de sociologue*, dont la première édition date de 1968) dans lequel toute une génération de chercheurs a appris à faire des sciences sociales. Le tout fut complété quelques années plus tard (en 1975) par une revue, *Actes de la recherche en sciences sociales*, instrument essentiel pour impulser la démarche collective que doit avoir toute entreprise scientifique, lui donnant la dimension d'une petite communauté savante animée par Pierre Bourdieu.

Comme l'indique son titre, *Le Métier de sociologue*, coécrit par Pierre Bourdieu, Jean-Claude Passeron et Jean-Claude Chamboredon, mettait l'accent sur la profession, en suivant l'exemple de Marc Bloch qui avait écrit son *Métier d'historien* pendant la Résistance. « C'est dans la pratique de la recherche que les concepts prennent leur sens », affirmera constamment Pierre Bourdieu quand on l'interrogera sur son épistémologie. Se situant dans le prolongement direct de Max Weber, les trois auteurs critiquent avec véhémence la scolastique des théoriciens qui se contentent de produire des concepts ou de déconstruire des discours. Deux autres points essentiels dans cet ouvrage montrent bien la filiation avec les fondateurs de la discipline.

Le premier concerne ce que Durkheim appelait « la construction de l'objet ». Le sociologue exerce un métier qui est différent du métier de journaliste ou du métier de politicien, ce qui implique qu'il sache garder la maîtrise de ses questionnements en se tenant à distance des « prénotions » du sens commun ou des polémiques de l'actualité. Cette conviction explique les réticences de ce courant sociologique à l'égard du slogan marxiste « tout est politique », slogan que le philosophe Jacques Bouveresse (très proche de Bourdieu) appelait une « théologie de remplacement ». Évoquant les

---

21 Notamment Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *Les Héritiers : les étudiants et la culture*, Paris, Minuit, 1964 ; Pierre Bourdieu, Luc Boltanski, Robert Castel, Jean-Claude Chamboredon, *Un art moyen. Essai sur les usages sociaux de la photographie*, Paris, Minuit, 1965 ; Pierre Bourdieu et Alain Darbel, *L'Amour de l'art : les musées et leur public*, Paris, Minuit, 1966.

souvenirs qu'il a gardé de cette époque, Bouveresse se rappelle que ces philosophes marxistes avaient deux obsessions majeures : « celle d'être scientifiques et celle de faire de la politique essentiellement en faisant de la théorie philosophique. J'ai dit autrefois, si je me souviens bien, que le résultat essentiel de cela avait été de la pseudoscience, de la mauvaise philosophie et de la politique imaginaire »<sup>22</sup>.

Le second point concerne l'importance que les trois auteurs du *Métier de sociologue* accordent aux rapports sociaux. En partant du principe wébérien que les individus sont des « atomes élémentaires » d'une société, l'un des buts essentiels de la sociologie est d'analyser les relations qu'ils nouent entre eux pour se regrouper, se diviser, etc. Si l'on veut expliquer les formes de la domination qui existent dans nos sociétés, il faut récuser les analyses simplistes qui ne s'intéressent qu'à un seul facteur (comme le faisaient les marxistes obnubilés par la classe sociale) pour prendre en compte l'ensemble des critères qui jouent un rôle dans les activités liant les individus entre eux.

Il n'existe donc aucune théorie universelle qui permettrait d'expliquer la manière dont s'articule ces variables car c'est la recherche empirique qui commande la réflexion du chercheur. Dans tous les cas où l'objet de la recherche vise à comprendre comment se produisent et se reproduisent les discriminations dans l'espace public (la visibilité des uns, l'invisibilité des autres), on ne peut pas se contenter d'aligner les variables en présupposant qu'elles ont le même poids, travers fréquent chez les statisticiens, nous y reviendrons.

Bourdieu a beaucoup insisté sur le fait que la classe sociale jouait un rôle déterminant car le capital économique commande l'accès au capital culturel et les deux se conjuguent pour produire et reproduire la domination des classes populaires. Dans une démocratie, seuls ceux qui disposent d'un capital scolaire et culturel important peuvent faire entendre leur voix dans l'espace public. Voilà pourquoi, expliquait Bourdieu, les classes populaires sont des « classes objet » qui ne peuvent être représentées que par des porte-parole appartenant aux classes plus favorisées. Quand il écrit « les démunis sont devant l'alternative : se taire ou être parlés » (*Choses dites*, p. 188), le mot « démunis » s'applique aux classes populaires qui n'ont pas les ressources scolaires nécessaires pour intervenir directement dans l'espace public. C'est là la différence fondamentale avec les autres groupes victimes de discriminations (comme les minorités ou les femmes), car ceux-ci comptent dans leurs rangs des gens qui ont le capital culturel suffisant pour défendre directement leur cause en public.

Il s'agit d'un point très important si l'on veut comprendre les critiques que Pierre Bourdieu a multipliées dans les années post-1968 à l'égard des intellectuels marxistes. La principale d'entre elles visait l'argument « tout est politique » notamment martelé, on l'a vu, par les philosophes de la mouvance althussérienne. Étant donné que ce type de discours magistral cumule deux principes de légitimité (l'autorité universitaire et l'autorité politique), ceux qui l'utilisent peuvent discréditer leurs concurrents en mobilisant ce que Bourdieu appelle « la stratégie de l'amalgame », engendrant le soupçon et la stigmatisation des concurrents<sup>23</sup>. L'exemple le plus typique, qui date de l'époque stalinienne, consistait à les accuser d'être des « ennemis du peuple » et de « faire le jeu du grand capital ». Cette critique aboutit à une vaste interrogation sur le rôle que jouent les porte-parole dans nos sociétés. Bourdieu l'aborde sous la forme

---

22 Jacques Bouveresse, « le philosophe, les médias et les intellectuels », entretien avec Thierry Discepolo, Charles Jacquier et Philippe Olivera, *Agone*, 13 octobre 2009 : <http://agone.org/revueagone/agone41et42/enligne/12/index.html>

23 Pierre Bourdieu, *Ce que parler veut dire*, Paris, Fayard, 1982, p. 213 et suiv.

d'une question, qu'il s'adresse d'ailleurs en partie à lui-même : « Comment éviter de succomber au rêve d'omnipotence bien fait pour susciter des élans d'identification émerveillée aux grands rôles historiques ? » Il y répond de deux manières. La première réside dans la discipline collective – qu'il appelle « le travail collectif de réflexivité critique » - , laquelle caractérise (en principe) le monde savant, car chaque chercheur est placé sous le regard de ses pairs. La seconde réponse relève de l'autoanalyse. Le savant doit être capable de mobiliser les outils de la sociologie pour « se connaître soi-même comme sujet connaissant »<sup>24</sup> . Au passage, il reconnaît que ce type de réflexe est très rare dans nos disciplines, car l'autocritique peut être perçue comme un aveu de faiblesse (« toute conquête de la réflexivité peut devenir une arme dans la lutte de concurrence scientifique »).

Le souci constant de défendre l'autonomie de leur discipline a été une autre façon, pour les sociologues regroupés autour de Bourdieu et Passeron, de s'inscrire dans le prolongement des fondateurs de leur science. Bourdieu a exprimé ce principe dans des termes limpides : « Certains sociologues se sentent tenus de servir. Servir qui et servir quoi ? La sociologie doit d'abord affirmer son autonomie, elle doit toujours être aussi pointilleuse et vigilante sur la question de son indépendance<sup>25</sup>. [...] »

Le fait que Bourdieu et ses collaborateurs aient privilégié les questions sociales ne signifie pas qu'ils aient ignoré complètement l'analyse du racisme. Lui-même l'a abordé dès les années 1970, dans un colloque du MRAP, sous l'angle du « racisme de l'intelligence ». Citons-le ici plus longuement : « Il faut avoir à l'esprit qu'il n'y a pas un racisme, mais des racismes : il y a autant de racismes qu'il y a de groupes qui ont besoin de se justifier d'exister comme ils existent, ce qui constitue la fonction invariante des racismes. Il me semble très important de porter l'analyse sur les formes du racisme qui sont sans doute les plus subtiles, les plus méconnaissables, donc les plus rarement dénoncées, peut-être parce que les dénonciateurs ordinaires du racisme possèdent certaines des propriétés qui inclinent à cette forme de racisme. Je pense au racisme de l'intelligence<sup>26</sup> ». Même si elle n'est pas nommée, cette analyse contient en creux une critique des thèses de Colette Guillaumin. Alors que cette dernière refusait d'appeler « racisme » les formes de mépris social qui n'étaient pas liées au stigmate physique, Bourdieu généralise la thèse du racisme ordinaire et l'intègre dans son analyse des relations de pouvoir en impliquant les intellectuels (principaux dépositaires de l'intelligence, comme le mot le dit), y compris ceux qu'il présente comme « les dénonciateurs ordinaires du racisme ». Bourdieu explicitera plus tard ses divergences avec une autre thèse de Guillaumin qui définissait le combat antiraciste comme une « déconstruction » du concept de race. Cette critique, développée dans l'un des tout derniers livres de Pierre Bourdieu, mérite d'être citée intégralement, car elle fait directement écho aux débats actuels sur la question raciale :

S'il est bon de rappeler que le genre, la nation, l'ethnie ou la race sont des constructions sociales, il est naïf, donc dangereux, de croire et de laisser croire qu'il suffit de « déconstruire » ces artefacts sociaux, dans une célébration purement performative de la « résistance », pour les détruire : c'est en effet ignorer que, si la catégorisation selon le sexe, la race ou la nation est bien une « invention » raciste, sexiste, nationaliste, elle est inscrite dans l'objectivité des institutions, c'est-à-dire des choses et des corps. Comme l'indiquait déjà Max Weber, rien ne menace davantage un

---

24 Pierre Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 1997, p. 142.

25 Pierre Bourdieu, *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, 1978, p. 161.

26 Pierre Bourdieu, « le racisme de l'intelligence », intervention lors d'un colloque du MRAP, publié dans *Cahiers. Droit et liberté*, mai 1978, n° 382.

mouvement, ouvrier ou autre, que « des objectifs qui prennent racine dans la méconnaissance des rapports réels ». Et l'on peut en tout cas douter de la réalité d'une résistance qui fait abstraction de la résistance de la « réalité »<sup>27</sup> » (182 à 193)

---

27 Pierre Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 1997, p. 156-157.

Extrait de : <https://noiriel.wordpress.com/author/grrdnrl/>

## LE RACISME DE L'INTELLIGENCE

Quand Bourdieu écrivait « il faudrait examiner ce que les écrits des intellectuels sur les classes populaires doivent aux intérêts spécifiques des intellectuels dans des luttes qui ont pour enjeu (...) le fait d'apparaître comme le porte-parole des intérêts populaires » (*La Distinction. Critique sociale du jugement*, Minuit, 1979, p. 63), il nous livrait, indirectement, des réflexions relevant en partie de l'auto-analyse. En tant qu'intellectuel issu des classes populaires, il était en effet douloureusement conscient de ce qui le séparait désormais du milieu dont il était issu.

Aujourd'hui, les intellectuels issus des groupes dits « minoritaires » sont confrontés au même genre de problème. Le fait qu'ils soient bien placés pour dénoncer le racisme que subissent les membres de leur communauté d'origine ne devrait pas les dispenser de s'interroger sur ce qui les en sépare, du fait qu'ils ne font plus partie du même milieu social.

Pourtant, force est de constater que ce genre d'interrogations est extrêmement rare dans le petit milieu des intellectuels antiracistes car la plupart d'entre eux préfèrent occulter le critère social pour continuer à croire (et à faire croire) qu'ils appartiennent toujours au monde dont ils sont issus.

C'est sans doute ce qui explique que les adeptes de l'intersectionnalité, qui ne cessent de proclamer qu'il faut croiser le genre, la race et la classe, ne font jamais entendre leur voix pour critiquer la définition officielle des discriminations. Celle-ci prend bien en compte les critères de l'origine, du genre, de l'orientation sexuelle, de la religion, etc, mais pas le critère de classe. Voilà pourquoi, comme l'a souligné Eric Darras, alors que les autres formes de racisme sont aujourd'hui réprimées (même s'il reste du chemin à parcourir), « le racisme de classe s'exprime toujours publiquement en toute impunité ou presque. » (Eric Darras, notices sur « le racisme de l'intelligence » et sur le « racisme de classe » in Gisèle Sapiro (dir), *Dictionnaire international Bourdieu*, CNRS, 2020).

En axant sa réflexion concernant le racisme de l'intelligence sur les « justifications d'exister » plutôt que sur l'argumentation raciste, Bourdieu nous donne également des clés pour comprendre la violence des réactions que suscite souvent la critique des intellectuels. Ceux qui ont besoin de se justifier d'exister comme ils existent, c'est-à-dire comme de brillants universitaires engagés dans un formidable combat au service des dominés, ne supportent pas qu'on puisse s'interroger sur le beau rôle qu'ils se donnent. Au lieu de répondre aux questions qu'on leur pose, leur réflexe est alors de puiser dans les arguments habituels du racisme de l'intelligence pour discréditer leurs concurrents en mettant en cause leur compétence, leur âge, voire même leur origine sociale, tout en dénonçant leurs complicité avec le camp des Réactionnaires.

Nouvelle preuve que, comme l'affirmait également Bourdieu, « les conflits intellectuels sont toujours aussi des conflits de pouvoir ».

## **Troisième partie**

### **L'affaire des quotas dans le football français (2011)**

#### **Un « scandale racial » revisité par l'enquête**

*L'absence d'attrait pour cette pratique sociale « populaire » explique l'absence de motivation pour reproduire quelques passages de cette partie. Néanmoins, l'analyse intéressante laisse de côté les dimensions spécifiquement capitalistes du sport du même nom : structuration par les critères économiques, rapport au nationalisme, réification des caractéristiques corporelles, hygiénisme, glorification de la concurrence et du classement, renforcement des stéréotypes, etc. (voir les analyses de Jean-Marie Brohm sur le sujet)*

# Conclusion

Si nous avons consacré tout un livre à cet enjeu à la fois scientifique et politique de la question raciale dans la France contemporaine, et sachant à l'avance que sa réception dans notre milieu des sciences sociales sera largement biaisé par le climat passionné, voire éruptif (et de ce fait peu propice au débat scientifique) qui règne sur ce sujet depuis quelques années, c'est bien parce que l'accent mis, souvent de manière exclusive, sur ce mode de catégorisation du monde social dans l'espace public nous paraît constituer aujourd'hui une forme d'impasse pour le combat en faveur de l'émancipation, tant sur le plan de la science sociale elle-même que sur le plan politique.

## **La racialisation du discours public et les divisions de la gauche**

Comme on l'a montré en retraçant la genèse de la question raciale en France, celle-ci a été construite et politisée dès le XIX<sup>e</sup> siècle par les forces conservatrices qui cherchaient à légitimer leur opposition aux forces socialistes combattant les inégalités socio-économiques et l'exploitation de l'homme par l'homme. Dès le départ, on peut donc dire que la lutte des races a été présentée comme une alternative à la lutte des classes. Les partis d'extrême-droite ayant repris à leur compte ce discours racial, jusqu'à la fin des années 1960 les organisations progressistes ont donc eu tendance à définir l'antiracisme comme une dimension de l'antifascisme.

Après les événements de mai-juin 1968, l'antiracisme s'est imposé comme une valeur hégémonique, à tel point que la première grande loi réprimant le racisme, adoptée en juillet 1972, a été votée à l'unanimité. La gauche a conquis le pouvoir quelques années plus tard en intégrant la lutte antiraciste dans un programme plus vaste centré sur la lutte contre les inégalités socio-économiques.

Au cours des années 1980, la restructuration mondiale du capitalisme a profondément affaibli le mouvement ouvrier, marginalisant du même coup la question sociale ; ce qui a permis aux conservateurs de replacer les polémiques identitaires au centre du jeu politique. Incapable de résister victorieusement aux attaques frontales qui détruisaient des pans entiers du tissu industriel français (impuissance illustrée par la montée constante du chômage), la gauche de gouvernement a privilégié le combat contre le racisme, car cela lui avait bien réussi dans les décennies précédentes. Mais l'histoire a montré que lorsque l'antiracisme est déconnecté des luttes contre les injustices économiques et sociales, il finit par tourner à vide car il conduit à nommer à l'aide du vocabulaire racial des problèmes qui ont leur racine dans les rapports sociaux. Voilà pourquoi la définition du mot « racisme » n'a cessé de s'élargir pour devenir l'équivalent de « préjugés ». Et comme tous les êtres humains ont des préjugés, cette façon de dénoncer le racisme contribue à dédouaner de leurs propres responsabilités ceux qui détiennent le pouvoir écologique, politique ou médiatique et plus largement tous les membres des classes supérieures, qui conservent le monopole des représentations légitimes du monde et qui sont comme tout un chacun portés à voir surtout les préjugés de l'autre.

La racialisation du discours public a été servie par deux autres facteurs. Le premier tient au fait qu'aujourd'hui une partie très importante du prolétariat est issue de l'immigration postcoloniale. Le passé colonial explique que les catégories raciales aient subsisté pour désigner cette partie des travailleurs français.

Le second facteur tient à la révolution numérique qui a éclaté au cours des années 2000, illustrée par la multiplication des chaînes d'information en continu et des réseaux sociaux. Le développement extraordinaire de l'industrie médiatique a parachevé ce que Jürgen Habermas avait appelé « la colonisation du monde vécu<sup>28</sup>. Ces immenses machines à fabriquer de l'information sont alimentées vingt-quatre heures sur vingt-quatre grâce à un carburant qui exploite les gisements émotionnels enfouis en chacun de nous et qui nous font réagir instantanément et instinctivement face aux injustices, aux humiliations, aux agressions. La « fait-diversion » de l'actualité politique, née avec la presse de masse à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, a atteint aujourd'hui son paroxysme, substituant de plus en plus à l'analyse raisonnée des problèmes sociaux la dénonciation des coupables et la réhabilitation des victimes.

Les entreprises américaines mondialisées qui possèdent les réseaux sociaux ont brutalement accéléré ce processus car les milliards d'individus que touchent ces réseaux ne sont plus seulement les récepteurs passifs des discours fabriqués par les médias, mais des acteurs qui participent à leur diffusion et même à leur élaboration. Les réseaux sociaux ont ainsi donné naissance à un espace public intermédiaire dépassant le cadre des États nationaux, contribuant fortement à l'américanisation des polémiques publiques, comme l'illustre la rapidité avec laquelle sont importés aujourd'hui des expressions comme « *color blind* », « *black lives matter* », « *cancel culture* », etc.

Néanmoins, même si les médias dominants doivent prendre en compte les discours diffusés par ces réseaux, les grandes chaînes de télévision et les grands organes de presse restent les maîtres du jeu, car ce sont eux qui sélectionnent les propos qui les arrangent et qui imposent les questions placées au centre de l'actualité.

Le racisme étant aujourd'hui le sujet politique le plus apte à mobiliser les émotions des citoyens, on comprend pourquoi sa dénonciation occupe une place de plus en plus centrale dans les médias. Constaté ce fait, ce n'est pas – faut-il le rappeler ? – nier ou minimiser la réalité du problème, et cela n'interdit en rien de constater en même temps que les expressions de formes décomplexées de racisme se multiplient elles aussi dans les médias. Nous savons bien, car nous l'avons amplement montré dans nos propres travaux, que les personnes issues de l'immigration postcoloniale (pays du Maghreb et d'Afrique subsaharienne) – qui appartiennent pour la majorité d'entre elles aux classes populaires<sup>29</sup> – ont été les premières victimes des effets de la crise économique à partir des années 1980. Elles ont subi des formes multiples de ségrégation, que ce soit dans l'accès au logement, à l'emploi ou dans leurs rapports avec les agents de l'État (voir les contrôles d'identité « au faciès » par la police). En outre, ces générations sociales ont dû faire face politiquement à l'effondrement des espoirs collectifs qui avaient été portés historiquement au XX<sup>e</sup> siècle par le mouvement ouvrier et communiste.

Étant donné l'importance prise aujourd'hui par les polémiques identitaires dans le débat public, il n'est pas surprenant qu'une partie de ces jeunes puissent exprimer le rejet d'une société qui ne leur fait pas de place en privilégiant les éléments de leur identité personnelle que sont la religion, l'origine ou la race (définie par la couleur de peau). Malheureusement, les plus démunis d'entre eux sont privés, pour des raisons socio-économiques, des ressources qui leur permettraient de diversifier leurs appartenances et leur affiliations. C'est ce qui explique qu'ils puissent se représenter le monde social de manière binaire et ethnicisée : le « nous » de la cité, des jeunes noirs ou

---

28 Jürgen Habermas, *Théorie de l'agir communicationnel* [1981], trad. fr. : Paris, Fayard, 1987.

29 Ce qui explique aussi, de manière directe, leur surreprésentation dans les faits divers rapportés par la presse locale, les actes de délinquance et la population carcérale.

arabes, des exclus, mais aussi de plus en plus, semble-t-il, le « nous musulmans ») *versus* le « eux » (des bourgeois, des « céfrans », des « gaulois », des blancs, ou des athées, etc.). Nos recherches nous ont conduits à la conclusion que si l'on voulait pousser la lutte contre le racisme jusqu'au bout, il fallait aussi combattre cet enfermement identitaire car il empêche ces jeunes révoltés d'apercevoir que leur existence sociale est profondément déterminée par leur appartenance aux classes populaires.

Le langage racialisant qui présente la couleur de peau comme la variable déterminant l'ensemble des pratiques économiques, sociales et culturelles de nos concitoyens écrase la complexité et la finesse des relations sociales et des rapports de pouvoir. A ce titre, la grille de lecture raciale opère le plus souvent comme un obstacle majeur à la compréhension fine des rapports sociaux, avec pour effet garanti d'écraser sous le même marteau explicatif tous les « plis du social » dont parle le sociologue Bernard Lahire pour désigner cette complexité<sup>30</sup>.

Toutes les enquêtes sociologiques, statistiques ou ethnographiques, montrent que les variables sociales et ethniques agissent toujours de concert et avec des intensités différentes. Si tout l'art du *social scientist* (historien ou sociologue) consiste à démêler finement, selon les contextes (géographique, historique, interactionnel) le jeu des différentes variables agissantes, il reste qu'on ne peut rien comprendre au monde dans lequel nous vivons si l'on oublie que la classe sociale d'appartenance (mesurée par le volume de capital économique et de capital culturel) reste, quoi qu'on en dise, le facteur déterminant autour duquel s'arriment les autres dimensions de l'identité des personnes.

La meilleure preuve est donnée par ceux qui ont bénéficié d'une mobilité sociale leur ayant permis d'accéder aux classes moyennes (enseignants, éducateurs, travailleurs sociaux, intermittents du spectacle, etc.), voire aux classes supérieures (journalistes de TV ou de radio, écrivains, vedettes de la chanson ou du cinéma, etc.). On constate que la quasi-totalité de ces « transfuges de classe », comme on dit, mettent à profit les ressources que leur offre leur ascension sociale pour diversifier leurs attaches affectives, professionnelles ou culturelles car ils savent pertinemment que c'est un cheminement vers davantage de liberté. Pourquoi les descendants des immigrations postcoloniales qui font toujours partie des classes populaires seraient-ils constamment ramenés à leur statut de victime et privés des moyens leur permettant d'accéder eux aussi à cette émancipation ?

Ces mises en garde contre la réification de la race ne sont pas nouvelles. Elles avaient été énoncées dès la fin des années 1980 par Stuart Hall, l'un des fondateurs du courant des *cultural studies* au Royaume-Uni. Après avoir rappelé l'extraordinaire diversité des positions subjectives, des expériences sociales et des identités culturelles qui composent la catégorie « noire », il estimait que ce constat devait conduire inévitablement à « un affaiblissement ou un déclin de l'idée selon laquelle la « race » ou tout autre notion composite de race tournant autour du mot « noir » puisse jamais garantir l'efficacité d'une pratique culturelle ou déterminer de façon définitive sa valeur esthétique ». Et il ajoutait : « Il n'est plus possible de fonder la politique noire sur une simple stratégie de renversement, en mettant à la place de l'ancien méchant sujet blanc essentiel le nouveau sujet noir essentiellement bon<sup>31</sup> ».

---

30 Lire notamment Bernard Lahire, *Dans les plis singuliers du social. Individus, institutions, socialisations*, Paris, La Découverte, 2013.

31 Cet extrait est tiré d'un texte publié en 1989, *Identités et cultures. Politiques des cultural studies*, Paris, éditions Amsterdam, 2017, p. 403.

Nos propres recherches nous ont convaincus aussi que la lutte contre l'enfermement identitaire était la seule façon réaliste d'aboutir à un projet politique permettant aux forces progressistes de redevenir hégémoniques. L'histoire de la France a montré que la lutte contre le racisme (au sens large du terme) avait connu des succès significatifs sur le plan politique lorsqu'elle avait été reliée au combat social, de façon à unifier les différentes composantes du peuple français. Ce fut le cas avec les victoires de la gauche en 1936 et en 1981.

L'assassinat de George Floyd et la mobilisation autour du slogan « *black lives matter* » a donné une énième illustration de l'usage que fait la classe dominante de l'antiracisme pour diviser les classes populaires. Jeff Bezos, patron d'Amazon, l'homme le plus riche du monde, qui est aussi le propriétaire de l'un des plus grands quotidiens américains (le *Washington Post*), a diffusé sur Instagram un message, complaisamment relayé par tous les médias, pour soutenir le combat des noirs en disant : « J'ai un fils de 20 ans et je ne m'inquiète pas du fait qu'il soit battu à mort un jour en détention. Les parents noirs ne peuvent pas tous en dire autant<sup>32</sup> ». Sans mettre en doute la réalité du traitement différencié des noirs par la police et la justice ni la sincérité des convictions antiracistes de Jeff Bezos, son propos montre bien comment la dénonciation du « privilège blanc » peut servir à masquer le privilège de classe. En mettant en avant sa couleur de peau et non sa fortune, le PDG d'Amazon – qui gagne en une journée ce qu'aucun des ouvriers et employés (noirs, blancs ou autres) qui travaillent pour lui ne gagnera jamais de toute sa vie – peut se présenter comme un humaniste combattant les injustices, au moment même où il doit répondre avec les autres patrons des GAFAs à une enquête des parlementaires américains sur d'éventuelles pratiques anticoncurrentielles<sup>33</sup>. On a ici une parfaite confirmation des études qui ont montré comment, depuis l'époque de Ronald Reagan, la classe dominante avait légitimé l'offensive du capitalisme néolibéral en jouant la carte de la diversité contre l'égalité<sup>34</sup>.

En occultant les relations de pouvoir qui structurent nos sociétés, ces discours identitaires contribuent à accentuer les divisions au sein des classes populaires ; ce qui a été depuis les années 1980 recherché par les forces conservatrices pour briser l'hégémonie de la gauche. Placer le combat politique sur le plan racial en présentant tous les « blancs » comme des privilégiés, c'est inciter ces derniers à se défendre avec le même genre d'arguments. Étant donné qu'en France les « blancs » sont majoritaires, les « non-blancs » sont condamnés à rester éternellement minoritaires. Croire que les actes de contrition à la Jeff Bezos pourraient conduire les individus définis comme « blancs » à renoncer à leurs « privilèges », c'est réduire la politique à des leçons de morale ; ce qui est habituel aux États-Unis, et tend à le devenir en France.

Puisque l'expérience américaine est sans cesse mobilisée aujourd'hui lorsqu'il s'agit d'évoquer la question raciale, il n'est pas inutile de rappeler l'analyse qu'a présentée récemment le philosophe Michael Walzer pour expliquer les raisons de l'échec relatif du mouvement antiraciste noir américain, échec qui explique à son tour pourquoi le racisme reste un problème central aux États-Unis. Lui qui fut, au début des années 1960, un étudiant pleinement engagé dans la lutte pour les droits civiques menée par les noirs américains est revenu, cinquante ans plus tard, sur ce moment fondateur de son

---

32 Propos reproduits notamment sur le site internet de la radio RTL : <http://www.rtl.fr/actu/international/racisme-jeff-bezos-repond-a-une-cliente-d-amazon-opposee-au-black-lives-matter-7800580352>

33 Le signe GAFAs désigne les quatre entreprises technologiques les plus puissantes des États-Unis : Google, Amazon, Facebook et Apple (pesant au total près de 5 000 milliards de dollars en Bourse). Sur cette affaire, lire Anaïs Moutot, « Antitrust : les patrons des Gafas sur le gril du Congrès », *Les Échos*, 29 juillet 2020.

34 Walter Benn Michaels, *La Diversité contre l'égalité*, [2006], trad. fr. : Paris ; Liber – Raison d'Agir, 2009 ; et Thomas Franck, *Pourquoi les riches votent à gauche* [2016], trad. fr. Avec une préface de Serge Halimi, Marseille, Agone, 2018.

engagement politique. Il rappelle la force des liens qui s'étaient noués dans le Sud entre étudiants des grandes universités du Nord-Est (Harvard, Brandeis), notamment des étudiants juifs comme lui, et des pasteurs et militants noirs. Dans le bilan qu'il fait avec le recul, il soulève la question essentielle des alliances politiques à nouer dans le camp des forces progressistes :

Nous, nous pensions que le nationalisme noir, même s'il était compréhensible, était une erreur politique : pour se faire entendre, les minorités doivent s'engager dans des politiques de coalition, les juifs ont appris cela il y a longtemps. Vous ne pouvez pas être isolés lorsque vous représentez 10 ou 2 % de la population. Vous avez besoin d'alliés et vous devez élaborer des politiques qui favorisent les alliances. C'est ce qu'a refusé le nationalisme noir, et c'est cela qui l'a conduit, je crois, à une impasse [...]. A ses débuts, le mouvement pour les droits civiques était bien un mouvement interracial. Nous en avons en tout cas l'illusion. Les blancs, libéraux et de gauche, ont soutenu l'émancipation des noirs, ils ont même souvent voté pour des hommes ou des femmes politiques noirs. Mais les « politiques de l'identité » ont pris le dessus dans la vie politique américaine et ont conduit à des mouvements séparés ; les noirs, les hispaniques, les femmes, les gays. Il n'y a pas eu de solidarité entre ces différentes formes de lutte pour la reconnaissance. *Black lives matter* par exemple est une expression fondamentale de la colère légitime des noirs, liée notamment au comportement de la police. Mais les Espagnols ne sont pas mieux traités ; il n'y a pas, que je sache, de *Hispanic lives matter* et pas d'effort coordonné pour la création d'une coalition de groupes ethniques pour une réforme de la police. C'est un problème typique de la vie politique américaine et un signe de plus de notre faiblesse<sup>35</sup>.

Étant donné l'américanisation de notre vie publique, on peut craindre malheureusement que le constat de Walzer soit en train de se vérifier en France également. Certes, de nombreuses voix se font entendre, plaidant régulièrement pour la « convergence des luttes ». Cependant, celles et ceux qui militent dans ce sens doivent agir désormais au sein du nouveau système communicationnel qui s'est imposé avec la révolution numérique des années 2000. Auparavant, pour promouvoir une cause dans l'espace public, il fallait que celle-ci soit définie et défendue collectivement par des organisations rassemblant un grand nombre de militants. Aujourd'hui, il suffit que quelques activistes – qui s'érigent en porte-parole de telle ou telle revendication sans avoir été mandatés par personne – créent le scandale pour attirer l'attention des médias. C'est ce qui explique la multiplication des actions spectaculaires comme celle des militants qui interdisent des pièces de théâtre au nom du combat antiraciste. La complaisance des journalistes à l'égard de ce type d'actions alimente les polémiques qui divisent constamment les forces progressistes. Alors que la liberté d'expression et l'antiracisme avaient toujours été associés jusqu'ici par la gauche, ces coups de force ultraminoritaires finissent par les opposer l'une à l'autre. Ce qui ouvre un véritable boulevard aux conservateurs qui peuvent récupérer à leur profit une partie des valeurs progressistes.

Ce n'est pas un hasard si les entrepreneurs d'identité qui s'affrontent quotidiennement aujourd'hui dans les médias tentent de légitimer leur combat en mobilisant les « intellectuels », entendus comme l'ensemble des producteurs de discours publics ayant pour but de « dire la vérité au nom des opprimés »<sup>36</sup>. Les réseaux sociaux ont donné naissance, en effet, à un espace public intermédiaire qui a permis la

---

35 Michael Walzer, *Penser la justice. Entretiens avec Astrid Von Busekist*, Paris, Albin Michel, 2020, p. 82 et 91.

36 Gérard Noiriel, *Dire la vérité au pouvoir. Les intellectuels en question*, Marseille, Agone, 2010.

démocratisation de ce type de posture, en accentuant ses mauvais côtés (le moralisme) au détriment de ses bons côtés (la réflexion argumentée).

Chemin faisant, nous avons constaté des similitudes frappantes entre les discours que tiennent aujourd'hui beaucoup d'intellectuels antiracistes et leurs prédécesseurs marxistes des années 1960 – 1970. Contrairement à ceux qui déforment nos propos en nous présentant comme des apôtres de la classe contre la race, c'est justement pour éviter aux adeptes actuels de la cause raciale de reproduire les erreurs des marxistes d'hier que nous sommes intervenus dans ce débat.

Trop souvent, les universitaires qui s'inscrivent aujourd'hui dans la mouvance post ou décoloniale oublient que leur façon de voir l'histoire et la société est un héritage du marxisme universitaire des années 1960 – 1970. Dans une lettre à un lecteur publiée en 2011 dans la revue *Savoir/Agir*, Pierre Bourdieu avait déjà évoqué ce point en revenant sur ses premiers travaux d'ethnologue en Algérie :

Lorsque, à la fin des années 1950 et au début des années 1960, j'ai réalisé des recherches en Algérie, [...] j'étais à l'époque entouré de marxistes dont la ferveur anticolonialiste faisait plaisir à voir, mais qui – en ce qui concerne la recherche sociologique – négligeaient volontiers le problème de la véridicité au profit d'un assujettissement de leurs analyses à des schémas doctrinaux préétablis [...]. Lorsqu'on se voue à la sociologie, on est contraint d'admettre que Weber avait su repérer les erreurs commises par ceux – tel Marx – qui mêlaient inconsidérément la rigueur de démarches heuristiques et la foi en des valeurs morales<sup>37</sup>.

Comme l'autocritique n'est pas le point fort des intellectuels, plutôt que de se remettre en question, ils ont préféré changer de schéma doctrinal préétabli en faisant jouer à la race le rôle que leurs prédécesseurs attribuaient à la classe. Ce changement de paradigme a été facilité, nous l'avons vu, par le développement de réseaux franco-américains dans l'élite du milieu universitaire français. Ces réseaux ont fortement contribué à remplacer l'analyse en termes d'exploitation par un registre centré sur la critique des discriminations (dont la définition officielle, rappelons-le, occulte le critère social et le critère de la nationalité). L'argument majeur qu'utilisent ces universitaires pour discréditer ceux qui ne partagent pas leur point de vue a été résumé par la formule « *color blind* » ; expression idéale quand on veut conjuguer le prestige du savant (celui ou celle qui découvre des réalités cachées) et l'aura du militant (celui ou celle qui lutte héroïquement contre des « tabous »). C'est ce double jeu que, dès les années 1970, Pierre Bourdieu reprochait aux philosophes universitaires marxistes.

Nous avons vu aussi que la question raciale était dominée aujourd'hui par deux types de profil. Le premier, qui est défendu par une partie des chercheurs de l'Ined, vise à rendre « visibles » les minorités dite « invisibles » en fabriquant des « statistiques ethniques ». La race étant à leurs yeux une variable à prendre en compte au même titre que le genre ou la classe sociale. Sans contester l'utilité de ce genre d'instruments pour mieux combattre les discriminations, ce qui pose problème, c'est que ces catégories raciales soient produites par un institut national et la sphère savante. Les experts s'attribuent ainsi, sans le reconnaître, un pouvoir d'assignation identitaire en militant, au nom de leur science et de leur morale antiraciste, pour la création de catégories étatiques qui n'existent pas dans le droit français. Ceux qui veulent imposer cette nouvelle catégorie administrative s'arrogent ainsi un pouvoir qui outrepassent leur rôle car

---

37 Pierre Bourdieu, « lettre à Michel Collaine », in Louis Pinto, « « Neutralité axiologique », science et engagement », *Savoir/Agir*, 2011/2, n° 16, p. 111.

nous pensons que ce n'est pas aux experts, mais à l'ensemble des citoyens, de décider s'ils veulent changer ou non les nomenclatures qui décrivent la société dans laquelle ils vivent.

C'est le même genre d'objections que nous adressons au second profil qui domine aujourd'hui la réflexion sur la question raciale : les intellectuels qui ont fabriqué la catégorie de « racisés » à partir du critère de l'expérience partagée de la discrimination. Malheureusement, la prudence de Colette Guillaumin, qui mettait en garde contre l'activité de catégorisation en affirmant qu'elle « réduit toute complexité possible à la généralité d'un groupe » et « enferme la fluidité de l'absolu dans une définition » n'est plus de mise aujourd'hui. L'emploi de termes comme « racisé(s) » ou « racisation » présuppose trop vite, en effet, que la « domination raciale » - que subissent les membres des groupes concernés par ce vocable - l'est tout entière et de manière continue, sans repos, que ce soit de manière consciente ou inconsciente. Là encore les critiques que les sociologues comme Jean-Claude Passeron avaient adressées au marxisme sommaire (qui ignorait la capacité des dominés à se soustraire par moments à la domination de classe) peuvent servir à mettre en lumière les problèmes que pose la catégorie de « racisés »<sup>38</sup>. De même que les classes populaires s'ingénient à trouver des niches de vivabilité collective à l'abri des divers jugements de classe qu'ils subissent, de même les « racisés » ont des ressources pour mettre à distance les diverses formes de domination raciale qui les affectent. Ce dernier point est d'ailleurs l'un des principaux enseignements de la littérature afro-américaine (Richard Wright, James Baldwin, Ralph Ellison, etc.).

La réponse habituelle que font les chercheurs auxquels il est reproché d'encourager la racialisation du monde social est d'affirmer qu'ils ne nient pas l'importance des autres facteurs, mais qu'ils cherchent seulement à intégrer une dimension de la réalité occultée jusqu'ici. C'est ce raisonnement qui explique le succès récent du concept d'« intersectionnalité », qui est censé combiner les critères de race, de genre et de classe. Si l'on se place au niveau des recherches empiriques, le premier problème que pose ce concept, c'est son côté restrictif. Selon les cas étudiés, bien d'autres facteurs que ces trois-là doivent être pris en considération pour expliquer les problèmes observés. De plus, lorsqu'on regarde de près les travaux réalisés sous la bannière de l'intersectionnalité, on constate que le critère de classe est le plus souvent ignoré ou marginalisé. Ce « *social blindness* » explique pourquoi les réflexions de Bourdieu sur le « racisme de classe » ont été oubliées par les intellectuels antiracistes, y compris par ceux qui se réclament de Bourdieu.

Nous ne nous faisons pas trop d'illusions sur la réception de cet ouvrage. L'expérience nous a appris que même si on multiplie les précautions de langage, les forces qui s'affrontent sur la question identitaire utiliseront tel ou tel de nos arguments pour alimenter leurs polémiques, soit pour nous rallier à la cause, soit pour nous dénoncer. L'argument favori des philosophes marxistes qui n'acceptaient pas la critique était d'affirmer que leurs contradicteurs « faisaient le jeu » du pouvoir ou du grand capital. C'est le même genre d'insultes que reprennent aujourd'hui les intellectuels identitaires qui discréditent leurs concurrents en les accusant de « faire le jeu » des racistes ou des islamistes.

Sur les réseaux sociaux, ceux qui n'ont pas les moyens d'argumenter continueront à utiliser les seules armes qu'ils ont à leur disposition : la violence verbale et les insultes justifiées par des considérations d'ordre moral. Même si les progrès techniques de communication ont permis d'étoffer considérablement la catégorie des personnes qui

---

38 Lire Jean-Claude Passeron, « Le sens de la domination », in *Le Raisonnement sociologique*, Paris, Nathan, 1991.

préfèrent s'enfermer dans l'univers de leurs croyances plutôt que de s'interroger sur elles, cela n'a rien de nouveau. Constatant que les preuves qui innocentèrent le capitaine Dreyfus n'avaient pas ébranlé les convictions antisémites de l'aristocratie, Marcel Proust avait déjà noté que « les faits ne pénètrent pas dans le monde où vivent nos croyances ; ils n'ont par fait naître celles-ci, ils ne les détruisent pas ; ils peuvent leur infliger les plus constants démentis sans les affaiblir »<sup>39</sup>.

Ce n'est donc pas à ce type de public que s'adresse notre livre. Notre principal but est d'essayer de mieux armer les jeunes apprentis en sciences sociales contre l'erreur – que nous avons peut-être commise nous aussi quand nous avons débuté dans le métier – de croire qu'une seule clé permet d'ouvrir toutes les serrures de la connaissance et que la critique scientifique serait une forme de combat politique.

Au-delà du monde universitaire, ce livre s'adresse à celles et ceux qui cherchent des ressources pour s'émanciper de toutes les formes d'assignation identitaire que veulent leur imposer ceux et celles qui parlent à leur place. A ce niveau, le but civique de la science sociale rejoint celle de la littérature tel que l'exprimait Toni Morrison dans un entretien avec Pierre Bourdieu : « Comment décrire l'âme d'un personnage sans aucune référence aux codes raciaux, sans utiliser ce langage secret, explicite ou implicite, que tout le monde utilise pour marquer la race ? » C'est en répondant à cette question, ajoutait-elle, que l'écrivain pourrait « donner au lecteur ce à quoi on n'a jamais droit : un regard immédiat, qui lui permette de voir comme il ne voit jamais. Tout cela nécessite un nouveau discours, un nouveau langage »<sup>40</sup>.

---

39 Marcel Proust, *Du côté de chez Swann*, in *A la recherche du temps perdu*, Paris, Robert Laffont, coll. Bouquins, p. 317.

40 « « Voir comme on ne voit jamais », dialogue entre Pierre Bourdieu et Toni Morrison », *Vacarme*, 2 janvier 1998.